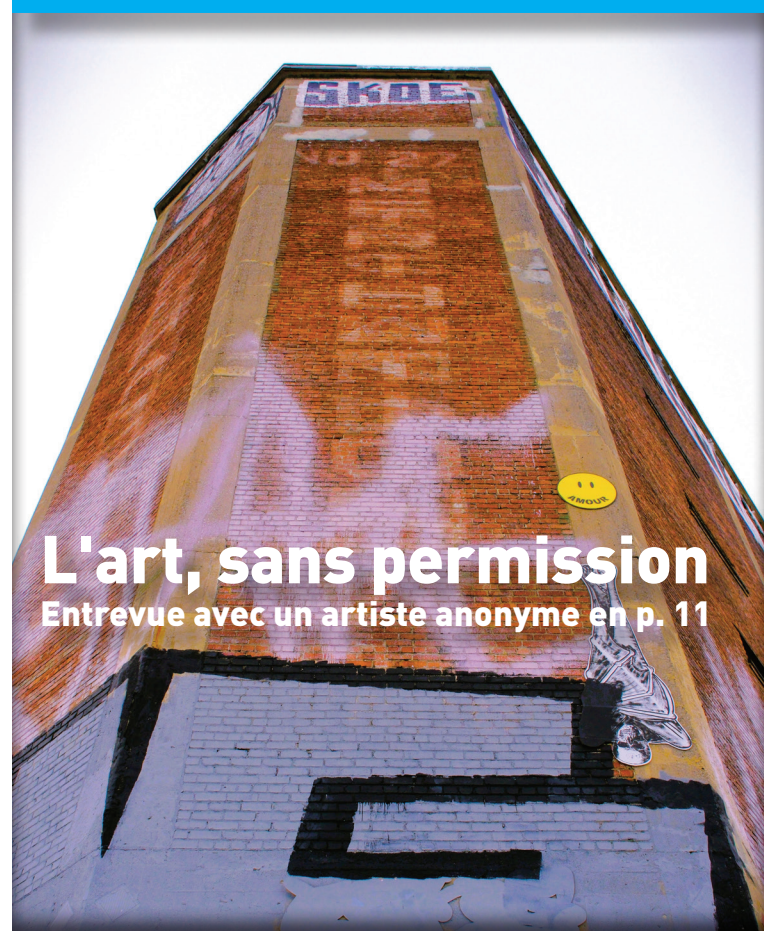


# Qui sont les fédéralistes de l'UQAM?

Reportage audio en page 14

## MONTREAL CAMPUS



**L'art, sans permission**  
Entrevue avec un artiste anonyme en p. 11



Notre reportage à Bruxelles en p. 3

## UNE UNIVERSITÉ COUPE SES LIENS AVEC ISRAËL



**EN ROUTE VERS  
LES OLYMPIQUES**

page 7



# VŒUX DE LA DIRECTION

## Nous avons formulé trois souhaits à l'UQAM pour le Nouvel An



CAMILLE DESJARDINS, JEANNE CLAVEAU-LAVIOLETTE ET CHARLES DESSUREAULT



Chère UQAM,

Que pourrait-on te souhaiter pour l'année 2026? C'est le jeu auquel nous nous sommes prêt(e)s et ce n'est pas un exercice aussi simple qu'on pourrait le croire. Il serait facile de te souhaiter de voir la fin des travaux de construction dans les corridors du campus central... ou bien que les prix à la cafétéria soient amoindris pour répondre aux besoins grandissants de ta communauté. Mais ce serait trop

simple. Nous avons voulu prendre le temps de réfléchir à ce qui pourrait te rendre profondément meilleure en tant qu'université. Voici donc les trois vœux que nous te dédions en vue du Nouvel An. Ce que nous te souhaitons premièrement, chère UQAM, c'est que 2026 soit une année de découverte de l'Autre. Une année d'embrassement d'autrui et de toute sa diversité. Pourquoi ce souhait? En fait, la communauté uqamienne a l'avantage de représenter

une pluralité de réalités. C'est ce qui crée ton unicité, chère université. Tu ne peux pas te permettre de l'ignorer ou, pire, de la perdre. L'UQAM, ce n'est pas seulement notre amie née et élevée à Jonquière. L'UQAM, c'est aussi notre camarade de classe d'origine palestinienne, le ou la réfugié(e) qui bénéficie du programme PER UQAM (Groupe de parrainage d'étudiantes et d'étudiants réfugié-es) ou bien encore l'étudiante arrivée tout droit du Liban pour poursuivre son parcours

universitaire. Cette Libanaise, Camille a pu échanger avec elle dès son entrée à l'université. Certes, c'était dans le cadre d'un article pour le *Montréal Campus*. Toutefois, le fait que l'UQAM nous offre cette chance de discuter avec autrui est, à notre avis, fascinant. Dans quel autre contexte auraient-elles pu se rencontrer si ce n'était pas de toi, chère université? Grâce à toi et tes divers programmes offerts à la communauté étudiante, des rencontres insoupçonnées nous

sont accessibles. Il suffit de faire l'effort d'aller vers l'Autre. Chère UQAM, pousse-nous à la curiosité. Pousse-nous à aller vers autrui. Pousse-nous à nous rassembler. En 2026, célébrons et prônons ta diversité. Chère UQAM, continue à être cet espace de dialogue et de découverte de l'Autre.

Continue de faire rayonner ta pluralité culturelle, parce qu'en ces temps de polarisation et de haine, tu en as grandement besoin.

Chère UQAM,

À l'aube de 2026, nous te souhaitons de renouer avec ce qui t'a fait naître : l'élan de transformation qui a animé la Révolution tranquille. À l'automne, le décès du sociologue Guy Rocher, l'un de ses plus grands artisans, nous a rappelé que nos institutions ne peuvent jamais se contenter de survivre. Elles doivent

continuellement se réinventer. Rocher a consacré six décennies de sa vie à l'éducation, convaincu jusqu'à ses 101 ans qu'il fallait « revoir notre système », jusqu'à rêver d'un deuxième rapport Parent.

Son engagement inlassable à perfectionner notre modèle éducatif était un éminent rappel que rien n'est plus dangereux que le statu quo. Il faut demeurer en

mouvement et progresser, coûte que coûte. C'est dans ce même esprit que tu as vu le jour en 1969, chère UQAM : une université publique née d'un assemblage audacieux, improvisé, mais visionnaire. Tu devais ouvrir la porte à ceux et celles que l'enseignement supérieur avait trop longtemps tenu(e)s à distance. J'aime croire que tu as été un pari réussi. Ta création, chère

UQAM, était un geste de rattrapage social. Aujourd'hui, ton défi n'est plus de rattraper, mais d'avancer. Il est impératif, plus que jamais, de protéger ce que Rocher et d'autres bâtisseurs et bâtisseuses du Québec ont porté à bout de bras, soit le désir d'une éducation accessible pour tous et toutes. Une université publique n'est jamais acquise. Elle exige vigilance, courage intellectuel

et une bonne dose de remise en question. Pour 2026, engage-toi de nouveau dans cette Révolution tranquille qui t'a fondée. Incarne un espace qui ose le changement plutôt qu'une machine à diplômes. Cesse d'entretenir les normes établies et brise-les, crées-en de nouvelles. Honorons la mémoire de Guy Rocher en se réinventant perpétuellement.

Chère UQAM,

Nous aimerions finalement te rappeler la mission que tu t'es donnée : « faire avancer la société [et] servir les collectivités par la création et la transmission des savoirs en français » en étant « avant-gardiste, accessible et urbaine ». Plus précisément, discutons des concepts d'avant-gardisme et de

transmission du savoir. Si nous pouvons être honnêtes avec toi, l'enseignement que tu nous as offert nous a parfois déçu. Les monologues de trois heures sont récurrents et les discussions critiques en sous-groupes, rarissimes.

Il arrive – malheureusement, trop souvent à notre goût – que la formule traditionnelle n'engage pas véritablement les étudiant(e)s

dans un processus d'apprentissage, qu'on souhaiterait, plus participatif. Tu te qualifies d'innovatrice, mais es-tu réellement une cheffe de file dans la conduite des grands changements sociétaux? Si tu venais assister à des séances au hasard, tu serais surprise de constater notre faible taux de concentration et de participation. Il s'agit assurément d'une responsabilité partagée. La

pédagogie postsecondaire s'est perfectionnée avec les années. Il serait beau de te voir l'embrasser. Nous ne te demandons pas de réinventer la roue. Tu as un département d'éducation et de pédagogie. Il suffirait que tes spécialistes partagent un peu de leur savoir au reste du corps professoral qui n'est, rappelons-le, pas obligé de suivre une quelconque formation pédagogique. Pour 2026,

surprends toi à élever tes standards de « transmission du savoir » en cherchant à engager davantage ceux et celles qui paient pour leur éducation. Avec l'arrivée du Nouvel An, le *Montréal Campus* te souhaite le courage, la force et la volonté de rêver à mieux.

Nous – étudiant(e)s, professeur(e)s et ancien(ne)s –serons là pour raviver l'étincelle, s'il le faut.



**Rédactrice en chef :** Camille Desjardins | **Directrice de l'information :** Jeanne Claveau-Lavolette | **Directeur multimédia :** Charles Dessureault | **Cheffes du pupitre UQAM :** Élodie Bréniel et Léa Lemieux | **Cheffes du pupitre Société :** Justine Bouchard-Girard et Élise Lécaudé | **Cheffes du pupitre Culture :** Erika Laurendeau Echavarría et Maïté Paradis | **Direction artistique :** Kilian Beauchesne et Allyson Caron-Pelletier | **Chef(fe)s du pupitre Radio :** Flavie Gauthier et Pierre-Alexandre Larouche | **Chef(fe)s du pupitre Vidéo :** Lilou Ann Santos et Tomy Tanguay | **Correction :** Aurélie Lachapelle, Éloïc Potel et Sarah-Jeanne Tremblay | **Vigies de la diversité et de l'inclusion :** Romy Clermont et Laurianne Núñez-Pelletier | **Responsables de la promotion :** Justine Bertrand et Marianne Desjardins | **Impression :** Hebdo Litho. Cette édition a été réalisée avec la collaboration de l'École des médias.



PUBLICITÉ:

Accès média : 514.524.1182  
info@accesmedia.com

est publié par les Éditions  
Montréal Camping inc.

CP : 8888 succ. Centre-ville,  
Montréal (QC) H3C 3P8

Dépôt légal : Bibliothèque  
nationale du Québec -

Bibliothèque nationale du  
Canada

Suivez le *Montréal Campus* sur  
le Web

[www.montrealcampus.ca](http://www.montrealcampus.ca)

[montrealcampus@gmail.com](mailto:montrealcampus@gmail.com)



## EN BELGIQUE



# Incursion dans une université qui boycotte Israël (ou presque)

## L'UQAM peut-elle s'inspirer de l'Université libre de Bruxelles?



AURÉLIE LACHAPELLE

**B**ruelles, 21 novembre. Des drapeaux palestiniens sont dessinés dans les couloirs. À la cantine, les collants « Free Palestine » ornent les murs. Ici, à l'Université libre de Bruxelles (ULB), les manifestant(e)s pro-palestinien(ne)s ont gagné : leur école a suspendu tous ses contrats avec les universités israéliennes.

« Aujourd'hui, dans notre université, on peut dire qu'il n'y a pas d'accord avec l'entité sioniste, à part ceux du [projet de recherche] Horizon », déclare fièrement Lara Abu-Abas, étudiante en droit à l'ULB et membre du comité BDS ULB (Boycott, désinvestissement et sanction). À l'été 2024, le mouvement des campements en soutien à la Palestine a fait le tour de monde. L'ULB n'a pas été épargnée. À la suite d'une occupation étudiante de l'un des bâtiments de l'école, des négociations ont débuté entre la rectrice et des militant(e)s.

L'ULB a alors décidé de suspendre ses contrats avec les universités israéliennes. « C'est vraiment grâce à l'occupation étudiante », précise Lara, qui a accueilli cette annonce comme « une bonne

nouvelle ». En juillet dernier, l'ULB a prolongé la décision et a fait le choix de ne pas conclure de nouveau partenariat institutionnel avec l'Institut Weizmann, une université israélienne.

C'est exactement ce que les militant(e)s propalestinien(ne)s uqamien(ne)s revendiquent : une coupure totale d'Israël, un boycottage complet des universités et des entreprises israéliennes. Ces militant(e)s adhèrent au mouvement BDS, qui est, d'ailleurs, appuyé par les sept associations facultaires de l'UQAM. Bien que l'UQAM n'ait présentement aucune entente avec des universités israéliennes, comme l'a révélé le *Montréal Campus* en décembre 2024, elles ne sont pas proscrites ou boycottées. Donc, certaines pourraient voir le jour prochainement.

Toutefois, elles devraient respecter la résolution adoptée par le conseil d'administration de l'UQAM à la suite de l'installation d'un campement au complexe des sciences à l'été 2024. Cette résolution prévoit que les ententes conclues par l'Université doivent « œuvrer pour la paix » et respecter le droit humanitaire international.

Donc, les militant(e)s de l'ULB ont gagné sur toute la ligne? Non, pas exactement.

Annamie Schaus, rectrice de l'ULB, est membre du Conseil des recteurs et rectrices francophones



PHOTO FOURNIE PAR ULBPALESTINE

Un contingent d'étudiant(e)s de l'ULB se prépare pour une manifestation en solidarité avec la Palestine.

(CRef), qui réunit les rectrices et recteurs des institutions universitaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles (la Wallonie est la région du sud de la Belgique qui est majoritairement francophone).

En juin dernier, le CRef a demandé à l'Union européenne (UE) de suspendre l'Accord d'association entre Israël et l'UE (un traité facilitant les échanges commerciaux). Selon le CRef, Israël contreviendrait possiblement au « respect des droits de l'homme et des principes démocratiques » obligés par l'accord. La Commission européenne étudie actuellement si c'est le cas ou non. Cet accord qui unit Israël et l'UE permet aux universités israéliennes de participer au vaste programme de recherche Horizon Europe, financé par l'UE.

« Avec les accords Horizon, il peut y avoir du travail en commun, parce que l'ULB fait partie d'un projet [avec d'autres universités européennes]. Donc, on est toujours liés à Israël dans des accords multilatéraux et c'est ça qui est notre lutte en ce moment », explique Kenny Agboton, étudiant à l'ULB et membre du rassemblement ULBPalestine.

Les militant(e)s comme Lara et Kenny clament même que l'ULB pourrait se retirer elle-même des

accords. « L'ULB dit ça pour se décharger sur l'UE. Ça implique de perdre de l'argent. S'ils sortent, ils devront payer potentiellement les chercheurs et chercheuses d'ici qui sont financés par l'UE », croit pour sa part Kenny.

Du côté du CRef, dans une lettre publique, on précise qu'un « retrait unilatéral [ou] l'exclusion de partenaires israéliens de projets approuvés entraîne une insécurité juridique, des demandes potentielles de compensation et des dommages réputationnels ». Ainsi, sans décision de l'UE, « il est presque impossible de justifier légalement des choix moralement responsables », selon le CRef.

### Pourquoi boycotter?

Pourquoi exiger un boycottage? Parce que les universités israéliennes jouent un rôle fondamental « dans le colonialisme et l'apartheid » exercé par Israël, soutient Maya Wind, chercheuse israélo-juive en anthropologie. Elle a d'ailleurs consacré un livre à ce sujet, *Towers of Ivory and Steel: How Israeli Universities Deny Palestinian Freedom*. La native de Jérusalem y détaille ses recherches dans les archives israéliennes de l'État et de l'armée. Selon elle, toutes les

universités israéliennes sont « complices » du projet de colonisation en territoire palestinien occupé. Ce qu'elle pense des universités qui gardent contact avec leurs homologues israéliens?

C'est « honteux », affirme-t-elle sans détour. Les boycotter est une obligation « fondamentale, particulièrement pour la communauté universitaire occidentale. Le système universitaire israélien, pilier du régime d'apartheid, s'effondrerait sans le soutien constant et les liens étroits tissés avec les universités occidentales », soutient celle qui appuie le mouvement BDS.

Pendant ce temps, l'étudiante belge d'origine palestinienne Lara continuera de se battre contre vents et marées. « On va continuer la lutte pour la décolonisation totale de la Palestine. On parle de 1948, de 1967, de Gaza, de tous les territoires occupés. Une Palestine libre de la rivière à la mer! »

Selon elle, il y a de l'espoir pour l'avenir. « Les gens qui portent des keffieh [foulard devenu symbole de la lutte palestinienne] tout le temps à l'université, c'est incroyable. On a connu des rassemblements où on était 10 à essayer de tenir un drapeau. Maintenant, on arrive à faire 200 000 personnes à Bruxelles. »



PHOTO FOURNIE PAR ULBPALESTINE

Des étudiant(e)s étaient présent(e)s à une manifestation propalestinienne le 16 novembre dernier à la gare de Bruxelles-Nord, en Belgique.





# Analyse

## L'ESG en quête d'elle-même



LÉA LEMIEUX

L'École des sciences de la gestion (ESG) aspire à être reconnue à sa juste valeur dans le milieu universitaire des affaires. Répétée tel un mantra depuis la rentrée, cette idée évoque l'amorce d'un véritable tournant stratégique à l'ESG. Que cache ce désir d'affirmation? Analyse.

Depuis l'inauguration du nouveau pavillon de l'Entrepreneuriat et de l'innovation (C) en septembre, le recteur de l'UQAM, Stéphane Pallage, et le doyen de l'ESG, Komlan Sedzro, ont tous deux martelé l'importance que l'ESG « s'affirme dans le milieu des affaires ». Le bâtiment C, destiné aux cycles supérieurs en gestion, est la matérialisation même de cette quête de prestige chez l'ESG.

Le désir d'un bâtiment neuf, joli et professionnel – qui a coûté près de 41 millions \$ à Québec et 8 millions \$ à l'UQAM – semble drôlement être le moteur principal du projet. Pour Mehran Ebrahimi, vice-doyen à la recherche de l'ESG, la qualité de l'espace d'apprentissage est essentielle pour permettre à l'École de se démarquer de ses concurrentes locales et internationales.

« Dans cette concurrence entre les écoles de gestion, on a le contenu, on a les chercheurs de premier plan », estime M. Ebrahimi. Il ne manquait que l'espace. « On ne peut pas prétendre être innovants en pédagogie et être dans le sous-sol », soutient-il.

Au plein milieu de ce tournant stratégique, l'ESG a fait renaître l'ESG+ en automne 2024, un centre offrant formations et soutien aux étudiant(e)s, diplômé(e)s et professionnel(le)s. Au trimestre d'été 2024, ses activités en gestion de carrière ont été suspendues en raison de problèmes financiers, rapportait alors le *Montréal Campus*. Trois années déficitaires venaient de s'enchaîner.

Coup de théâtre : en 2025, l'ESG+ jouit désormais d'un étage presque complet dans le nouveau pavillon C. Pourquoi ce retour?

« Si vous sortez la pandémie de l'équation, le service n'a pas été coupé » en 2024, lâche le doyen Sedzro. Il s'agissait d'un « ralentissement » des services offerts par l'ESG+ au moment où plusieurs étudiant(e)s « sont en relâche estivale », précise Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM. Ce « ralentissement » était nécessaire pour « repenser la nouvelle structure » de l'ESG+, soutient le doyen. Durant

cet arrêt, des conseillères avaient été congédiées et le service était inaccessible pour les étudiant(e)s de l'ESG, qui paient 12 \$ par trimestre pour en profiter. Les services de l'ESG+ sont essentiels, croit Komlan Sedzro. « Il faut quand même qu'on se rapproche de notre communauté, que ce soit de nos anciens diplômés ou de ceux qui le seront bientôt. Il faut un sentiment d'appartenance et de fierté », dit le doyen. Fierté est visiblement le mot d'ordre.

En parallèle, les derniers chiffres disponibles montrent que les effectifs étudiants diminuent. En 2023, l'ESG comptait – tous cycles et trimestres confondus – 824 étudiant(e)s inscrit(e)s de moins que l'année précédente, soit une baisse de 2,95 %. En réalité, ses programmes de deuxième et troisième cycle performant bien, avec des inscriptions en hausse constante, alors que celles des programmes de premier cycle chutent depuis 2021. Les quotas actuels sur le nombre d'étudiant(e)s de l'étranger pourraient nuire à l'École si Québec les maintient à long terme. « Ça a entaché la réputation à un niveau international, parce que les demandes d'admission de l'étranger ont chuté », avance Francine Rodier, vice-doyenne aux études de l'ESG.

Un(e) étudiant(e) sur cinq est issu(e) de l'international dans cette faculté, indique le rapport 2023-2024 de l'ESG. Mme Rodier affirme toutefois ne pas avoir observé la « baisse drastique » anticipée, avec un nombre d'inscriptions demeurant « intéressant ». Une déclaration paradoxale au moment où la Coalition avenir Québec va de l'avant avec son plan d'immigration 2026-2029, le plus restrictif en la matière depuis son entrée au pouvoir.

Pendant longtemps, l'ESG ne se mettait pas en valeur ou elle n'arrivait pas à le faire, avance M. Ebrahimi. Le vice-doyen à la recherche semble s'être donné la mission de changer la donne. « Ce n'est pas parce qu'on n'a pas les mêmes moyens publicitaires que les autres [écoles de gestion] qu'on ne peut pas se faire connaître », estime-t-il. La population « oublie l'impact [de l'ESG] sur la société », juge Komlan Sedzro.

Au final, tout dépendra du financement octroyé par Québec à l'Université. Le budget réservé à l'UQAM en 2025-2026 n'ayant pas suivi l'inflation, la bataille pourrait s'avérer ardue pour donner à l'ESG « les moyens de ses ambitions », comme le souhaite son doyen.

Mais toutes les méthodes semblent bonnes actuellement pour améliorer le pouvoir d'attraction de l'ESG. À commencer par la quête d'une reconnaissance, pas plus loin qu'au coin Sainte-Catherine Est et Sanguinet. ♦

# Grande déception chez les stagiaires en enseignement

JULIETTE BENOÎT  
ET THOMAS MERCIER

Le Syndicat des stagiaires salariés du Québec (SSSQ) ne sera pas formé, a tranché le Tribunal administratif du travail (TAT) le 3 octobre dernier. Beaucoup d'étudiant(e)s en enseignement comptaient sur la création de ce syndicat pour se doter d'un salaire pendant leurs stages. Mais leur combat n'est pas terminé, puisque la cause sera portée en appel.

Dans sa décision, la juge Maude Pepin Hallé estime que les stagiaires en enseignement ne sont pas considéré(e)s comme étant sous l'autorité ou sous la supervision des centres de services scolaire (CSS). Lesdits CSS ne font pas appel aux étudiant(e)s dans le but de résoudre une pénurie de main-d'œuvre, juge-t-elle. Ainsi, les stagiaires en enseignement ne sont pas considéré(e)s comme employé(e)s des CSS et ne peuvent pas en être des salarié(e)s, tranche le TAT.

Selon le Code du travail, il faut être salarié(e) pour être syndiqué(e) et négocier ses conditions de travail. Sans syndicat, il est alors difficile pour les stagiaires en enseignement de revendiquer l'obtention d'un salaire.

Le SSSQ a annoncé le 31 octobre dernier qu'il portera en appel la décision du TAT devant la Cour supérieure dans l'espoir de la renverser. Le SSSQ a intenté une demande en accréditation syndicale auprès de six CSS au Québec en 2024 pour être officiellement reconnu comme un syndicat au sens du Code du travail. L'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE), le Syndicat des employé(e)s étudiant(e)s de l'UQAM et l'Alliance de la Fonction publique du Canada sont derrière l'initiative du SSSQ.

### « Insultant »

Pour plusieurs étudiant(e)s, cette décision ne tient pas compte de la réalité sur le terrain. Pendant leurs stages finaux – pouvant représenter de 35 à 40 heures de travail par semaine – certain(e)s sont contraint(e)s à trouver un deuxième travail pour subvenir à leurs besoins. « Il y a des



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

**Le Syndicat des stagiaires salariés du Québec portera la décision du Tribunal administratif du travail en appel devant la Cour supérieure.**

stagiaires avec des réalités complètement différentes, des âges et des besoins différents », explique Marika Tremblay, étudiante au *Baccalauréat en enseignement secondaire*. La non-rémunération des stages n'affecte pas chaque étudiant(e) de la même manière, estime-t-elle. « On a des collègues qui sont en appartement, qui ont des enfants. On prend un peu en compte que les stagiaires sont des personnes habitant chez leurs parents et n'ayant pas de problématiques, tandis que ce n'est pas ça du tout », croit-elle. L'étudiante trouve « insultant » que les stages non rémunérés nécessitent une prise en charge pouvant aller jusqu'à 100 % d'un groupe.

« La décision du tribunal met l'accent sur le fait qu'on va gagner ça par la rue »

**Cédric Nahimana, secrétaire général de l'ADEESE**

« On est payés 50 \$ de l'heure [en suppléance], mais lorsqu'on est stagiaire, on est quand même la personne responsable du groupe », croit Marika. L'ADEESE espère obtenir la salarisation de l'ensemble des stages des baccalauréats en enseignement au Québec par ses démarches.

À l'automne 2025, la quatrième année du baccalauréat en enseignement secondaire à l'UQAM a été convertie en un internat supervisé et rémunéré. Les autres baccalauréats en enseignement ne peuvent compter sur cette garantie.

En parallèle, le gouvernement Legault a mis fin aux bourses Perspective Québec. Couvrant 2 500 \$ par session pour les étudiant(e)s en enseignement, ces bourses visaient à augmenter l'attractivité de domaines où une pénurie de main-d'œuvre sévit.

### Mobilisation générale

En attente de savoir si la cause sera retenue en appel, le SSSQ prépare des rassemblements et des moyens de pression.

« La décision du tribunal met l'accent sur le fait qu'on va gagner ça par la rue, par des grèves et par une mobilisation plus générale », affirme Cédric Nahimana, secrétaire général de l'ADEESE. Louis Prud'homme, bachelier en enseignement et étudiant au DESS en intervention éducative, a espoir que l'appel en cour mènera à l'accréditation syndicale du SSSQ.

« J'ai vécu des difficultés durant mes stages. Ça a été dur, j'ai vécu beaucoup de précarité, mais, comme professeur, je vais tout le temps me battre pour l'accès à l'éducation », considère l'étudiant, aussi militant de la campagne de syndicalisation.

La décision du TAT a fait réagir les sept associations facultaires étudiantes de l'UQAM, qui ont manifesté leur soutien au SSSQ. Une mobilisation plus large pour la salarisation de tous les stages s'est ensuivie. ☺

**25 200**

**personnes de 4 universités québécoises ont débrayé le 7 et/ou le 10 novembre.**



# Dénouer l'impasse pour les diplômé(e)s en psychologie

## Une nouvelle maîtrise sera offerte dès l'automne



EMMANUELLE HODOUL

Certain(e)s étudiant(e)s en psychologie pourraient éviter de se retrouver dans un « cul-de-sac » à la fin de leur baccalauréat. L'UQAM lancera une maîtrise en sciences psychologiques appliquées à l'automne 2026, offrant ainsi de nouveaux débouchés professionnels à ceux et celles qui ne poursuivent pas au doctorat.

« Il y a beaucoup de choses que nos étudiants peuvent faire et dont ils ne sont pas tout à fait conscients », affirme Marc-André Bédard, professeur au Département de psychologie de l'UQAM et responsable du développement du programme.

La *Maîtrise professionnelle en sciences psychologiques appliquées* offre une nouvelle option aux finissant(e)s du baccalauréat, qui se retrouvent très souvent face à un mur s'ils et elles ne sont pas admis(es) au doctorat.

Bien que cette maîtrise élargisse les horizons professionnels des diplômé(e)s du *Baccalauréat en psychologie* de l'UQAM, l'objectif de sa création n'est pas de mener à la profession de psychologue. Elle formera des professionnel(le)s en sciences du comportement plutôt qu'en relation d'aide.

Le programme comporte trois concentrations : *Psychologie de l'ingénierie et des facteurs humains*, *Psychologie de la santé et des services sociaux* et *Psychologie du commerce et de la consommation*. Les étudiant(e)s apprendront à appliquer leurs connaissances en psychologie dans ces trois secteurs d'activité.

La maîtrise accueillera tout au plus 45 étudiant(e)s à l'automne 2026 et vise 120 admissions dès sa quatrième année d'existence, indique M. Bédard.

Ce programme vient combler le besoin d'offres diversifiées dans le domaine, souligne Romane Vaslin, étudiante en troisième année au *Baccalauréat en psychologie*. « Personne ne parle d'autre chose que du doctorat. Donc, je trouve que c'est vraiment pertinent d'avoir cette maîtrise-là qui élargit les possibilités et qui

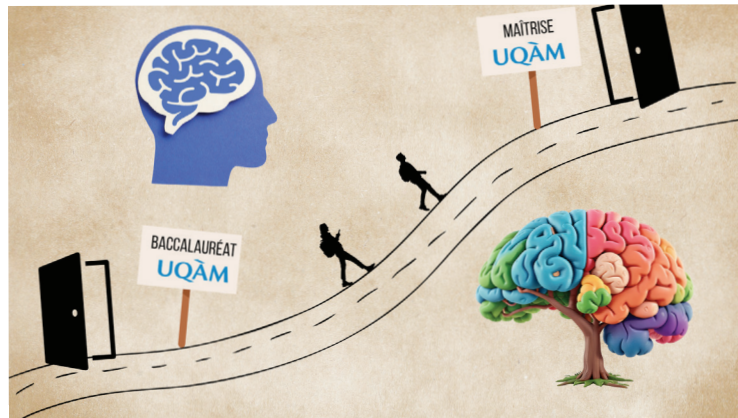


ILLUSTRATION : KILIAN BEAUCHESNE, MONTRÉAL CAMPUS

**Les finissant(e)s du *Baccalauréat en psychologie* pourront s'inscrire à la maîtrise en sciences psychologiques appliquées dès l'automne 2026.**

rend ça moins anxiogène », estime-t-elle. M. Bédard rappelle que l'obtention du baccalauréat ne garantit pas de devenir psychologue. L'écart entre le nombre de places offertes au baccalauréat et au doctorat est considérable. Pour l'année 2025-2026, on compte 215 admissions au premier cycle contre 88 au troisième cycle, selon Joanie Doucet, conseillère en communication de l'UQAM.

Ces places sont ouvertes à tous les candidat(e)s, toutes universités confondues. Le doctorat compte beaucoup d'appelé(e)s et peu d'élue(e)s, alors qu'il y a un besoin grandissant de psychologues au Québec.

### Besoins étudiants

Charlotte Seers, étudiante de troisième année au *Baccalauréat en psychologie*, salue la création de cette nouvelle maîtrise, qui est « un chemin différent ». « Si finalement on se rend compte que le doctorat n'est pas nécessairement ce qu'on recherche », évoque-t-elle.

Elle permettra également aux étudiant(e)s d'entrer sur le marché de l'emploi plus rapidement au sein de milieux variés. Selon Ève Côté, finissante au *Baccalauréat en psychologie*, les programmes professionnalisants en fin de parcours restent limités, à moins de se réorienter dans un autre domaine.

Cette maîtrise permet aux bacheliers et bachelères en psychologie « d'utiliser les compétences et les théories du baccalauréat d'une façon qui n'est pas juste de la relation d'aide ou de la clinique », selon la finissante.

Il y a un véritable engouement chez les étudiant(e)s de deuxième et de troisième année, considère M. Bédard, qui a fait le tour des classes de psychologie. Ils et elles

sont conscient(e)s que la psychologie ne se résume pas à la relation d'aide, souligne le responsable du programme.

Cette nouvelle maîtrise correspond assurément aux « besoins des bacheliers qui ne veulent pas s'avancer dans un cul-de-sac », estime Luc Granger, professeur émérite en psychologie à l'Université de Montréal.

Celui qui a aussi été conseiller spécial du rapport David, paru en 2023, salue la création de la maîtrise en sciences psychologiques appliquées par l'UQAM, qu'il qualifie d'« excellente initiative ».

Le rapport David, présidé par la psychologue et ancienne ministre de l'Enseignement supérieur, Hélène David, portait sur l'optimisation des programmes universitaires de psychologie. Créer des programmes professionnalisants de deuxième cycle était l'une de ses recommandations.

« La décision du tribunal met l'accent sur le fait qu'on va gagner ça par la rue »

**Romane Vaslin, étudiante au *Baccalauréat en psychologie* à l'UQAM**

« On dit toujours qu'un psychologue, c'est quelqu'un qui traite des gens et leur santé mentale. C'est l'image qui est très protégée de la psychologie. Mais ce n'est même pas 10 % de tout ce qui se passe en psychologie », affirme Marc-André Bédard. ☺

## ACCÈS À L'INFORMATION

# Une demi-victoire pour l'AFESH contre l'UQAM



ÉLODIE BRÉNIER

La Commission d'accès à l'information (CAI) a donné raison à l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) en obligeant l'UQAM à lui communiquer les listes de cours de l'ensemble des facultés. Toutefois, l'Université n'a transmis qu'une partie des documents que l'AFESH aurait aimé recevoir, un choix dénoncé par les délégué(e)s étudiant(e)s du conseil d'administration (CA) de l'UQAM.

« Ceci est une victoire non seulement pour l'AFESH et ses camarades associatifs de l'UQAM, mais pour tout le mouvement étudiant au soi-disant Québec », avait affirmé l'AFESH sur ses réseaux sociaux après la décision de la CAI en avril dernier.

Selon l'AFESH, le jugement permettrait à toutes les associations étudiantes du Québec de faire la même demande. « Les efforts d'enrayer notre mobilisation ne passeront pas », avait écrit l'association sur Instagram. L'AFESH n'a pas répondu à nos demandes d'entrevue.

Les associations facultaires se servent grandement de ces listes qui détaillent le local précis, l'heure exacte et le groupe-cours de chaque classe donnée à l'UQAM, et ce, pour tous les départements. Elles leur permettent de rejoindre leurs membres facilement, notamment, pour les levées de cours en cas de grèves.

Depuis l'été 2025, les locaux de cours ne sont plus accessibles en ligne, ce qui rend ces documents encore plus utiles, selon Jacynthe Lussier et Antoine Martin\*, délégué(e) étudiant(e)s au CA de l'UQAM.

Jean-Christian Pleau est l'ancien vice-recteur aux affaires académiques. Il a été entendu devant la CAI concernant cette affaire. À son avis, l'accès à ces listes peut entraîner des « dérapages » si elles tombent entre de mauvaises mains, peut-on lire dans le jugement.

M. Pleau cite une attaque survenue en 2023 à l'Université de Waterloo, en Ontario, où un ex-étudiant a attaqué au couteau une professeure et deux étudiant(e)s durant un cours sur l'identité de genre. Il concède que les listes de cours sont utilisées par les associations étudiantes pour aider à la levée de cours. Toutefois, « l'organisme n'a pas à faciliter ces grèves et levées de cours », a-t-il déclaré

devant la CAI. Antoine Martin considère que ces listes ne servent pas qu'aux grèves. Elles servent aussi à faire la tournée des classes pour inviter les étudiant(e)s aux assemblées générales, dit-il.

En avril dernier, la CAI a ordonné à l'UQAM de fournir la liste de cours de l'ensemble des facultés comme l'information était déjà publique. « La preuve ne permet pas d'établir que ces renseignements ont un caractère confidentiel et qu'ils sont traités confidentiellement par l'organisme, ses employés et les étudiants », peut-on lire dans la décision.

L'UQAM a donc transmis à l'AFESH le 3 juin dernier les listes de cours de la session d'automne 2023 pour l'ensemble des facultés, comme la décision porte uniquement sur cette période, explique Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM. L'AFESH souhaite avoir accès à celles des sessions suivantes. Selon la déléguée étudiante Jacynthe Lussier, « si la décision est pour 2023, ça s'applique en 2024, 2025, puis [les années] suivantes, parce que [l'administration de l'UQAM a] quand même plaidé sur le fond de la question ».

L'association étudiante est donc retournée défendre sa cause à la CAI pour obtenir les listes ultérieures. Antoine Martin estime qu'elle aura gain de cause en raison du précédent amené par la décision du CAI d'avril. Cependant, le jugement ne sera rendu que dans quelques années, en raison des délais du système judiciaire. Les documents concernés ne seront donc plus en vigueur. Selon les deux, l'Université tente de « jouer sur les mots », ce qui entraîne « davantage de procédures ». L'UQAM n'avait « rien à ajouter concernant cette situation », selon Jenny Desrochers.

En septembre 2023, l'AFESH avait demandé les listes de cours des sept facultés pour la session d'automne 2023. Sur ses réseaux sociaux, elle expliquait que l'Université ne fournissait plus les listes aux associations étudiantes depuis 2019 « afin d'enrayer [leur] habileté de rejoindre [ses] membres et d'étouffer [sa] capacité de mobilisation », selon l'AFESH.

L'Université avait refusé la demande pour des raisons de sécurité. Le jour même, soit le 17 octobre 2023, l'association a fait appel de la décision devant la CAI. ☹

\*Le mandat d'Antoine Martin au CA s'est terminé le 5 décembre. L'entrevue pour cet article s'est déroulée alors qu'il était encore en poste.





SOCIÉTÉ

# Ils et elles vendent du potentiel

Les coachs de vie gagnent en popularité auprès des jeunes sur les réseaux sociaux



JULIETTE FOURNIER

Devenir la meilleure version de soi-même : tel est l'objectif que des coachs de vie vous promettent d'atteindre. Depuis quelques années, ils et elles se multiplient sur les réseaux sociaux, attirant une jeune clientèle en quête de modèles.

Jimmy Vaudrin, 23 ans, s'est tourné vers des coachs de vie comme Charles Côté, alias Drôlement Inspirant, pour l'aider à relever les défis de la vie. Il cherchait à améliorer certains aspects de son quotidien, allant de sa manière de communiquer à sa façon de voir la vie en général.

Pour Jules Fortin, jeune homme de 20 ans travaillant en restauration, les coachs de vie sont des « modèles », autant au point de vue physique que mental. « Tu vois leur physique, ça te donne un objectif », affirme-t-il. Il suit sur Instagram des coachs comme Alexis Séguin ou MatLovePain, qui prônent de meilleures habitudes de vie, dont la musculation.

Le *coaching* est un métier difficile à définir, puisqu'il n'y a pas d'ordre professionnel qui le régit. Pour Geneviève Beaulieu-Pelletier, professeure associée au Département de psychologie à l'UQAM, le ou la coach de vie est quelqu'un(e) qui offre un accompagnement, mais aussi de la motivation dans le but de « développer un potentiel ».

## À toutes les sauces

Les déclinaisons sont variées : certain(e)s coachs axent leur pratique sur le bien-être et les relations interpersonnelles, tandis que d'autres privilégient la réussite financière ou encore l'obtention d'un physique « idéal ».

Louis Racicot est coach sur les réseaux sociaux depuis 2020. Il s'est fait connaître par des vidéos virales où il se présentait torse nu, criant à ses abonné(e)s d'adopter la mentalité des « Spartiates ». Aujourd'hui, son approche a complètement changé. Il a abandonné son personnage de « brute » pour être plus authentique, soutient-il. Il se spécialise désormais en communication pour « aider les formateurs et les entrepreneurs à mieux parler sur une scène », précise-t-il. La popularité des coachs de vie s'explique

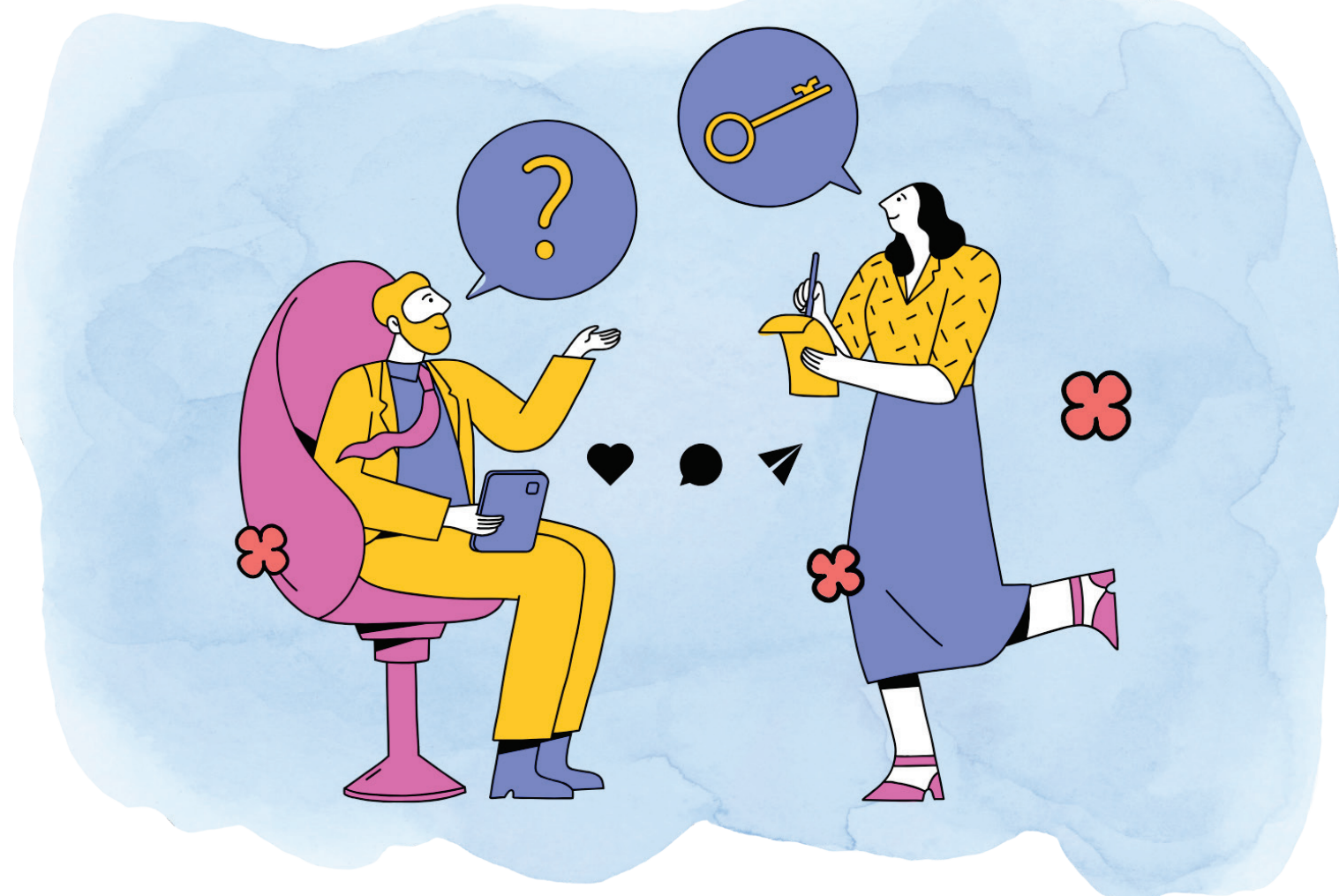


ILLUSTRATION : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Annie St-Pierre, réalisatrice du documentaire *Le plein potentiel*, explique que l'intérêt pour les coachs de vie est lié à notre société « hyper individualiste ».

surtout par l'accessibilité de ce qu'ils et elles partagent, constate la D<sup>re</sup> Beaulieu-Pelletier. Les discours motivants, du genre « crois en toi, tu as tout ce qu'il faut », font du bien à ceux et celles qui les écoutent, affirme-t-elle. Ce type d'approche est plus attrayant, selon elle, que la psychothérapie, qui demande davantage d'introspection.

Les coachs vont aussi offrir des recettes qui promettent « d'aller mieux plus rapidement », souligne la psychologue. Cette accessibilité est également exacerbée par leur présence accrue sur les réseaux sociaux. Il n'est plus nécessaire de se rendre à des événements ou d'aller à des rencontres pour se faire « coacher », remarque la D<sup>re</sup> Beaulieu-Pelletier.

## Choisir un(e) coach

Ces coachs, qui sont aussi créateurs et créatrices de contenu, usent de techniques de vente propres à ces plateformes algorithmiques pour générer des vues et aller chercher de potentiel(le)s client(e)s, dit-elle. Même si les réseaux offrent une belle visibilité, les coachs doivent

inspirer la confiance pour vendre leurs services. Celle-ci se construit avec, entre autres, beaucoup d'assurance et de charisme, souligne Geneviève Beaulieu-Pelletier.

Certain(e)s coachs vont aussi utiliser des concepts issus de la psychologie pour enrober leurs propos, leur donnant une apparence plus scientifique, selon la professeure. « C'est un peu l'équivalent de "je mets un sarrau blanc, puis là je suis devenue crédible" », illustre-t-elle. Des coachs n'hésitent pas à montrer qu'ils et elles ont aussi des faiblesses, ce qui les rend d'autant plus accessibles auprès du public, mentionne la D<sup>re</sup> Beaulieu-Pelletier.

Coach Racicot est conscient que partager sa propre expérience ajoute de la crédibilité à son discours. S'il explique comment il est parvenu à surmonter sa propre anxiété grâce à certaines méthodes, les gens qui souffrent de la même condition seront plus portés à l'écouter, constate-t-il.

Les deux jeunes hommes rencontrés par le *Montréal Campus* se fient à leur propre jugement pour décider quel(le)s coachs méritent

leur attention. Le nombre d'abonné(e)s, aussi, pèse dans la balance. Mais surtout, les vingtenaires ont vu l'effet de ces conseils sur leur propre vie. Jimmy confie que ses nouvelles habitudes lui ont permis d'améliorer sa confiance en soi et ses relations avec son entourage.

Pour Jules, le changement est encore plus radical. Ayant arrêté le cégep, il produit depuis deux mois son propre contenu d'inspiration. Avec son compte Instagram, il souhaite à son tour inspirer ses abonné(e)s à optimiser leur potentiel physique et mental.

## Gare aux pièges

Bien que l'expérience de Jules et Jimmy soit positive, la D<sup>re</sup> Beaulieu-Pelletier mentionne qu'il faut rester prudent(e). Les coachs peuvent représenter un danger pour certaines personnes si l'accompagnement ne se fait pas de la bonne façon, surtout si elles traversent une période difficile. Les coachs peuvent exploiter cette vulnérabilité en additionnant les formations, conférences

et retraites dispendieuses. Sans ordre professionnel, il n'y aucun moyen de protéger les gens qui utilisent les services des coachs, d'après la psychologue.

Selon Annie St-Pierre, réalisatrice du documentaire *Le Plein Potentiel*, le phénomène des coachs de vie est lié à notre société « hyper individualiste », qui rend les gens entièrement responsables de leurs problèmes. Toutefois, le *coaching* peut offrir beaucoup de positif, remarque-t-elle.

À son avis, la beauté de cette pratique se trouve dans la relation entre le ou la coach et l'apprenant(e). « Souvent, tu deviens coach parce que tu es passé à travers un moment où toi-même, tu as eu besoin de quelqu'un, un mentor », constate M<sup>me</sup> St-Pierre. C'est précisément ce qui a poussé Louis Racicot à prendre cette voie.

À la suite d'une rupture amoureuse, il a suivi des formations pour « devenir une meilleure personne » et a voulu partager ses acquis.

« J'avais besoin d'un certain mentor. Je suis devenu le coach que j'aurais voulu avoir. »





SOCIÉTÉ

## JEUX OLYMPIQUES

# Lorsque l'université tend la main au sport



DELPHINE SANTERRE

À l'UQAM, la patineuse Danaé Blais et la trampoliniste Sophiane Méthot se préparent à vivre l'expérience d'une vie : les Jeux olympiques. Toutefois, il est difficile de concilier le sport et les études tout en tentant autant que possible de maintenir un bon équilibre de vie, ont-elles confié au *Montréal Campus*.

« Pour ma santé mentale, je dois faire autre chose que le sport », témoigne Danaé Blais, étudiante au *Baccalauréat en psychologie* à l'UQAM et patineuse de vitesse courte piste pour l'Équipe Canada. Elle participera aux Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina, du 6 au 22 février prochain. Son quotidien : six jours d'entraînement par semaine, à coup de cinq heures par jour.

Sophiane Méthot, entraîneuse au trampoline et diplômée à la *Maîtrise en finance appliquée* à l'UQAM, est gymnaste au trampoline pour l'équipe olympique canadienne. En 2020, elle était réserviste pour les Jeux de Tokyo, en plus d'étudier à temps plein au *Baccalauréat en sciences comptables* à l'UQAM. À son avis, « 24 heures, ce n'est pas assez dans la journée d'un sportif professionnel ». Malgré un horaire qu'elle juge « surchargé », son expérience universitaire demeure agréable,

dit-elle au *Montréal Campus*. Son organisation et son assiduité lui permettent de bien allier le sport et les études. Elle déclare n'avoir d'autre choix que de posséder plusieurs agendas et calendriers pour ne pas oublier un entraînement ou un examen. Tout comme Danaé, la trampoliniste mentionne l'importance de ne pas mettre tous ses « œufs dans le même panier ».

« L'athlète doit avoir une vie en dehors du sport. S'il avait à se blesser, il doit être en mesure de faire autre chose pendant son rétablissement », explique le psychologue et préparateur mental affilié à l'Équipe Canada Alexis Gagnon-Dolbec. Le sport ne doit pas devenir une « tâche » pour les athlètes, mais plutôt rester un loisir, selon lui. Il avance que « l'école permet de remettre les choses en perspective » et que « les études permettent une diversité dans la vie des athlètes ».

## Santé mentale

L'anxiété serait la forme de défi psychologique la plus répandue parmi les athlètes de haut niveau atteint(e)s de troubles psychologiques. Selon une étude menée par une chercheuse de l'Université Harvard publiée en 2019, l'anxiété ou la dépression est plus élevée chez les athlètes de sports individuels (13 %) comparativement aux sports d'équipe (7 %). « Il semble que la pression de performer, omniprésente

dans la culture des sports individuels, se traduit par des niveaux d'anxiété compétitive plus élevés », peut-on lire dans l'étude. Alexis Gagnon-Dolbec explique que l'anxiété est liée directement à l'identité et à l'estime de soi. « Chez les sportifs de haut niveau, c'est surtout la peur d'échouer qui rend anxieux », avance le psychologue. Toutefois, il est « normal » de vivre du stress, surtout avant une compétition mondiale, selon le psychologue.

Danaé et Sophiane mentionnent qu'elles ont vécu de l'anxiété en tentant de concilier le sport et les études. Danaé se dit « très perfectionniste » pour ce qui a trait à ses études. Le fait de balancer le sport et les études lui met « beaucoup de pression » à bien performer dans les deux. Pour sa part, Sophiane explique qu'elle n'a jamais visé le podium à l'école. « J'avais de bonnes notes, mais rien d'exceptionnel », explique-t-elle. Pourtant, tout comme Danaé, la jeune femme voulait performer de manière satisfaisante dans les deux sphères.

« C'est en normalisant l'échec [sportif ou scolaire] que les athlètes apprennent à gérer leur stress et leur anxiété », explique Alexis Gagnon-Dolbec. Danaé admet qu'elle gagnerait à socialiser davantage avec son entourage. Elle a des ami(e)s dans le monde sportif, mais elle aimerait en avoir plus à l'université, dit-elle.

Sophiane, pour sa part, aime bien décrocher du sport professionnel. « Je ne peux pas être intense partout », affirme-t-elle. Elle admet qu'elle aime bien prendre du temps pour elle-même, en faisant des activités avec ses ami(e)s, comme des soupers ou des jeux d'évasion. Son emploi comme entraîneuse pour les jeunes enfants qui pratiquent le trampoline lui permet de « redonner à sa communauté », tout en baignant dans un milieu qu'elle apprécie, dit-elle. Danaé et Sophiane précisent que l'organisme Alliance Sport Études leur a permis de rester aux études tout en étant athlètes de haut niveau. Malgré quelques « professeurs moins ouverts au sport professionnel », les deux jeunes femmes se disent reconnaissantes d'avoir un parcours universitaire adapté à leurs besoins. 🧠



PHOTO FOURNIE PAR DANAÉ BLAIS

Danaé Blais, étudiante en psychologie à l'UQAM, concilie son entraînement pour les Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina à ses études.

## Chronique

# La perfection, un poids qui m'écrase



JUSTINE BOUCHARD-GIRARD

La bête qu'est l'anxiété de performance m'est encore bien difficile à apprivoiser. Parfois, je crois l'avoir partiellement domptée et hop, elle se remet à s'activer frénétiquement comme un hamster hyperactif dans sa roulette!

« Tu dois t'impliquer dans la vie universitaire. » « Tu dois avoir une bonne cote Z. » « Tu dois gagner la course aux stages. » Ces phrases reflètent à quel point la performance est exigée, et même valorisée, dans mon entourage.

J'ai l'impression que la société récompense le succès et louange la perfection. Peu de gens se font applaudir pour leur persévérance. La phrase « l'important, c'est de participer » est d'ailleurs associée aux perdant(e)s.

Je me fais souvent demander : « Est-ce que ça va bien pour l'instant à l'école? » Je sais qu'en posant cette question, mon entourage fait référence à mes résultats scolaires. Pour moi, ça renforce l'idée qu'« aller bien à l'école » signifie avoir de bonnes notes. Ainsi, inconsciemment, celles-ci définissent mon humeur.

Même si mon besoin d'être « parfaite » s'est intensifié à l'université, dès mon enfance, je sentais que je devais réussir à tout prix.

J'étais trop jeune pour le constater moi-même, mais on m'a toujours dit que la plupart des apprentissages étaient pénibles, du laçage de mes souliers jusqu'au vélo à deux roues. Ce n'était pas par manque d'intérêt.

Au contraire, j'étais très curieuse et je voulais faire comme les plus grand(e)s. Ce qui rendait tout laborieux, c'est plutôt que j'avais une peur bleue de l'échec. Je préférerais rien essayer plutôt que de risquer de ne pas réussir du premier coup!

Tôt dans mon parcours scolaire, j'ai remarqué un système où la performance était valorisée. Ce besoin d'exceller a d'ailleurs été amplifié par les autocollants apposés par les professeur(e)s sur mes copies d'examen.

Si j'avais un « A », un beau gros autocollant brillant m'attendait. Mais, si j'avais un « B », ou pire, un

« C », c'était une tout autre histoire. Prenons un exemple bien banal : les fameux « Cubes énergie » du Grand défi Pierre Lavoie à l'école primaire. Nous étions en rivalité avec les autres écoles et entre élèves d'une même classe aussi. Le but : avoir le plus de cubes « barbouillés ».

Non, évidemment, je n'ai pas pu faire 27 heures d'exercice physique un dimanche. Mais, ce n'était pas grave, je n'hésitais pas à me dessiner quelques cubes supplémentaires. L'important était de gagner coûte que coûte.

Peu importe mon âge, j'ai toujours senti le besoin malsain de comparer mes résultats. Je veux savoir qui a moins bien réussi et quelle est ma position par rapport à autrui. Est-ce que je peux vraiment m'en vouloir quand le principe même de la cote R au cégep est de nous donner une note en fonction de celle des autres?

L'anxiété de performance, omniprésente dans le milieu scolaire, s'immisce aussi dans ma vie personnelle. Beaucoup de gens comme moi ressentent le besoin d'exceller sur les réseaux sociaux.

Sur Instagram, plusieurs personnes vantent leurs réussites. Elles mettent comme légende « *I did it* » ou « Je l'ai fait ». C'est à se demander si elles l'ont fait pour elles-mêmes ou pour les autres.

C'est une manière, selon moi, d'avoir l'approbation de ses pairs. C'est satisfaisant de voir des « j'aime » s'accumuler sous ses publications, mais ce bonheur n'est qu'éphémère.

Je trouve difficile de ne pas me laisser emporter par le flot des accomplissements de mes ami(e)s. La vague est immense, sinon immonde. En fait, elle m'inonde. C'est impossible de ne pas crouler sous cette pression.

J'ai l'impression de constamment jouer un rôle dans ce théâtre qu'est ma vie. La perfection devient un standard. Je ne suis jamais satisfaite. À force de courir après la perfection, j'ai fini comme un hamster : incapable d'arrêter la roue.

Aujourd'hui, je réalise qu'il est temps de sortir de ce cercle vicieux et de reprendre le contrôle.

Chose certaine, je dois apprendre à rationaliser les choses. Ma vie n'est pas en jeu à chaque projet ou à chaque examen. ❖





SOCIÉTÉ

# Chronique

## Ne nous soumettons jamais à la machine!



ÉLISE LÉCAUDÉ

**F**ini les maux de tête, la charge mentale et le stress, l'intelligence artificielle (IA) propose de réfléchir pour moi et je dois avouer que je trouve de plus en plus difficile de résister à la tentation d'y faire usage.

Est-ce que je *deviens* paresseuse? Certes, j'ai toujours eu un penchant pour l'oisiveté, mais, maintenant, avec de nouveaux outils pour me faciliter la vie à portée de main, je délègue de plus en plus ma charge mentale à ces machines. Et cette facilité a un coût. À travers le monde, des scientifiques dénoncent le délestage cognitif qu'encourage l'utilisation de l'IA.

Au Pakistan et en Chine, des équipes de recherche ont trouvé que la dépendance à l'IA engendre de la paresse intellectuelle chez les étudiant(e)s universitaires, peut-on lire dans la revue scientifique *Humanities and Social Sciences Communications*.

D'autres recherches, notamment une étude suisse, suggèrent que les individus qui dépendent fortement des outils automatisés pourraient avoir de la difficulté à réfléchir de manière autonome.

Si l'évitement des lectures scolaires est loin d'être un phénomène nouveau, les méthodes de contournement ont changé, selon Fanny Joussemet, professeure en sociologie au cégep de Saint-Laurent.

Plus de 70 % des étudiant(e)s universitaires sondé(e)s dans le cadre d'un rapport du Pôle interordres de Montréal publié en juillet dernier utilisaient l'IA générative dans le cadre de leurs travaux scolaires.

S'il est tentant de demander à ChatGPT de faire ses lectures, par souci d'efficacité ou de facilité, est-ce que ça ne va pas à l'encontre des principes fondamentaux de l'éducation supérieure, tels que l'esprit critique, l'autonomie et l'intégrité intellectuelle? M<sup>me</sup> Joussemet estime que si l'étudiant(e) confie l'entièreté de ses tâches à ChatGPT, il ou elle risque de ne pas acquérir la compétence visée pour son cours. À quoi bon remettre un bon travail avec l'aide de l'IA si on n'a pas intégré soi-même la matière?

Elle s'inquiète que l'IA devienne notre premier recours. Et moi aussi. « [On] ne va plus sur Google, consulter des livres ou son professeur, on

se tourne directement vers l'outil. Donc, ça devient vraiment un réflexe du quotidien », dit la professeure.

Bien qu'il soit important de mettre en lumière la menace à la pensée critique que présente l'IA, la solution n'est pas d'humilier ses utilisateurs et utilisatrices.

Pour M<sup>me</sup> Joussemet, cela pourrait au contraire avoir l'effet pernicieux de les pousser à cacher leur utilisation de cette technologie. Elle soutient qu'on ne peut pas blâmer les étudiant(e)s pour leur mauvais usage de l'IA tant qu'on ne leur montre pas comment bien l'utiliser.

Ce manque de littératie technologique, c'est précisément ce que cible le marketing des entreprises d'IA.

Selon la littérature sur le sujet, « les plus susceptibles d'adhérer à l'IA pleinement, de l'épouser à bras-le-corps, ce sont les personnes qui ne sont pas du tout éduquées à son sujet », explique M<sup>me</sup> Joussemet.

« Ça devient vraiment un réflexe du quotidien »

**Fanny Joussemet,**  
professeure en sociologie

Pourtant, cette éducation semble se construire beaucoup moins vite que le développement de l'IA. Ce n'est qu'en août dernier, soit plus de trois ans après la démocratisation de ChatGPT, que le gouvernement québécois a dévoilé un guide pratique de l'IA en enseignement supérieur.

Quelques outils de formation à l'usage critique de l'intelligence artificielle générative dans l'enseignement supérieur, comme la trousse initIAtion, une collaboration entre le cégep Saint-Laurent et l'UQAM, existent. Pourtant, leur portée reste limitée.

En attendant que des formations plus généralisées soient implantées, nous devons rester vigilant(e)s par rapport à notre utilisation de l'intelligence artificielle.

Affrontons les casse-têtes, acceptons de ne pas tout comprendre immédiatement, continuons à réfléchir malgré l'effort, faisons travailler nos neurones. Veillons à ne pas liquider notre pensée critique au profit d'une efficacité temporaire. ♦

# La musique sans l'ouïe

Des salles de spectacle s'adaptent aux malentendant(e)s



JULIANNE MONDOLONI

**D**es systèmes d'aide à l'audition aux interprétations en langue des signes, la scène musicale au Québec ouvre graduellement ses portes aux personnes sourdes et malentendantes. Des initiatives encore jeunes, mais qui offrent déjà à un public longtemps tenu en marge la possibilité de vivre l'enivrante expérience d'un spectacle.

« La musique, c'est le plus gros deuil que plusieurs [personnes malentendantes] ont à faire », confie Jeanne Choquette, présidente d'Audition Québec, elle-même atteinte d'une perte auditive progressive, une diminution graduelle de la capacité à entendre. Depuis l'enfance, son audition s'est lentement effritée, menant au port d'appareils auditifs dès ses 21 ans.

Au Québec, plusieurs salles de spectacles proposent depuis 2005 des systèmes d'aide à l'audition, souvent appelés systèmes de syntonisation. Bien qu'ils se veuillent inclusifs, ces dispositifs sont encore loin de répondre à tous les besoins des malentendant(e)s, selon M<sup>me</sup> Choquette. La déficience auditive permanente touche pourtant près de 10 % de la population, rapporte l'Ordre des audioprothésistes du Québec.

**Comment?**

Les systèmes d'aide à l'audition utilisés dans ces salles « amplifient les sons que les gens entendent encore », précise M<sup>me</sup> Choquette. Or, ils ne recréent pas ceux que les

malentendant(e)s ne perçoivent plus. C'est pourquoi ces outils ne profitent qu'à une minorité de spectateurs et spectatrices malentendant(e)s, explique-t-elle.

La Maison symphonique de Montréal offre deux systèmes de syntonisation. Le premier repose sur le 104.5 FM, une fréquence radio. Le second système passe par une application mobile, ÉcoutezWiFi, qui permet de capter le même signal sonore directement sur son téléphone. Dans les deux cas, le principe reste le même : les sons sont saisis à leur point d'origine, puis transmis sans intermédiaire à l'auditeur ou l'auditrice.

« Je n'ai jamais réussi [...] à comprendre les mots des chansons »

**Jeanne Choquette,**  
présidente d'Audition Québec

Toutefois, cette technologie peut être à double tranchant. « Dépendamment des fréquences que les gens entendent encore, cela peut être très agréable, comme extrêmement désagréable », souligne Jeanne Choquette, qui a elle-même déjà expérimenté ce type de dispositif. « Je n'ai jamais réussi, même aujourd'hui, à comprendre les mots des chansons », se désole la présidente d'Audition Québec. Aujourd'hui, elle vit avec deux implants cochléaires, chacun doté de

16 électrodes couvrant différentes gammes de fréquences.

En partie insérés chirurgicalement sous la peau, le premier à ses 50 ans et le second à ses 56 ans, ces implants stimulent directement le nerf auditif, redonnant ainsi des sensations sonores. Grâce à eux, M<sup>me</sup> Choquette a retrouvé un monde de sons plus nuancés et le plaisir d'écouter à nouveau les chansons de son enfance, notamment, celles de Beau Dommage.

Redécouvrir ces mélodies, « c'était wow », raconte-t-elle un sourire dans la voix. « Ce ne sont pas toutes les fréquences que vous, les entendants, vous entendez », nuance-t-elle aussitôt.

Chez les personnes malentendantes, l'absence ou la limitation de son peut nuire au fonctionnement cognitif. Non corrigée, la perte auditive réduit la stimulation sonore et peut mener, à long terme, à la réassignation des neurones liés à l'audition, contribuant ainsi au déclin cognitif, prévient M<sup>me</sup> Choquette.

Pour Matthew Courtemanche, artiste sourd(e) multidisciplinaire qui termine actuellement un *Certificat en Études féministes* à l'UQAM, la musique se traduit autrement. Sous le nom de scène Afrokiréma, iel adapte des concerts en langue des signes québécoise (LSQ) pour les rendre accessibles à la communauté sourde.

À son avis, l'interprétation en LSQ permet à sa communauté de comprendre non seulement les paroles, mais également les instruments, les rythmes et les émotions qui traversent la scène. L'artiste plaide pour une meilleure reconnaissance du travail des interprètes sourd(e)s en LSQ afin d'éviter « ce sentiment de marginalisation » chez les interprètes et le sentiment d'exclusion du public sourd.

Lorsque les interprètes sont relégué(e)s en marge de la scène, le public doit choisir entre la performance et sa traduction, explique-t-iel.

Toutefois, souligne Jeanne Choquette, la LSQ « est une langue à part entière » et très difficile à apprendre. « Beaucoup de personnes malentendantes ne parlent pas la langue des signes », ajoute-t-elle, précisant qu'elle lit sur les lèvres pour « compenser » sa surdité. ☺



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Des systèmes et des appareils d'aide à l'audition sont disponibles dans certaines salles de spectacle, comme au Théâtre Denise-Pelletier, à Montréal.





CULTURE

## ARTS VIVANTS

# Humoristes d'ailleurs, rires d'ici

« Le rire est universel, mais l'humour est culturel », selon Garihanna Jean-Louis



RENAUD VAILLANCOURT

Depuis quelques années, une nouvelle génération de comiques issu(e)s de l'immigration transforme le paysage humoristique québécois. Chacun(e) a un parcours d'adaptation unique à la scène d'ici, a pu constater le *Montréal Campus* en s'entretenant avec deux humoristes issu(e)s d'ailleurs.

Née à Montréal, mais élevée en Haïti, Garihanna Jean-Louis, enseignante à l'École nationale de l'humour (ENH), dit avoir « fait plus d'allers-retours Montréal et Port-au-Prince qu'un colis Amazon avec la mauvaise adresse ».

En 2015, le festival québécois Juste pour rire était en repérage de nouveaux talents à Haïti. Participant au concours, Garihanna Jean-Louis présente un numéro qui impressionne la directrice générale de l'ENH, Louise Richer. Quelques semaines plus tard, elle offrira à M<sup>me</sup> Jean-Louis une bourse complète pour poursuivre son parcours humoristique dans son établissement à Montréal.

En 2017, elle devient la première et seule femme noire diplômée de l'ENH. Désormais enseignante audit établissement, elle remet en question le cadre scolaire de l'ENH, qu'elle juge encore « mieux adapté aux hommes blancs ».

« Le rire est universel, mais l'humour est culturel », souligne l'humoriste, regrettant d'avoir tenté par le passé de « s'assimiler » au style d'humour québécois.

Encore à ce jour, à titre de comédienne et d'humoriste, elle déplore de devoir se conformer à « l'accent québécois typique » pour être « acceptée » dans des productions à grand budget.

En société comme à l'ENH, elle constate que l'inclusion des immigrant(e)s est souvent « superficielle » et que les « structures internes » des organisations culturelles ne permettent pas une « inclusion totale ». « Les gens veulent nous avoir sur leur plateforme quand c'est bon pour eux et leur image », déplore l'humoriste.

Membre du comité de sélection lors des auditions à l'ENH, elle constate 7 inscriptions



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

**Garihanna Jean-Louis, une humoriste originaire de Haïti, est la première et seule femme noire diplômée de l'École nationale de l'humour.**

d'étudiant(e)s issu(e)s de la diversité culturelle sur 150 inscriptions au total à l'hiver dernier.

Garihanna Jean-Louis soutient que le manque de représentation au sein du programme peut expliquer pourquoi certain(e)s hésitent à s'y inscrire. « Ce n'était que des hommes », précise l'humoriste à propos des candidat(e)s issu(e)s de la diversité inscrit(e)s l'an dernier.

## L'école par la scène

Bien que, selon elle, l'École nationale de l'humour demeure une voie prometteuse pour les humoristes en herbe, M<sup>me</sup> Jean-Louis observe une tendance à la hausse de professionnel(le)s qui s'en affranchissent. Qu'il s'agisse d'Oussama Fares, Dolino, Mibenson Sylvain ou Steve Biko, plusieurs humoristes ont choisi de passer directement par la scène, appuyés par les médias sociaux qui les aident à avoir une meilleure visibilité.

Étoile montante de l'humour au Cameroun et finaliste du concours RFI Talents du rire en 2018, M. Biko a quitté son pays natal la même année pour poursuivre des études

en graphisme à Rivière-du-Loup, dans le Bas-Saint-Laurent. En 2021, il monte sur scène dans un bar à Montréal pour tenter l'expérience du stand-up au Québec. Cette « deuxième confirmation » marque le début d'une nouvelle ascension au Québec.

« Très peu d'immigrants arrivent dans un nouveau contexte en se disant vouloir faire de l'humour », ajoute Steve Biko. Porté par la confiance de ses succès humoristiques précédents, Steve Biko n'a jamais postulé pour l'ENH. « L'ENH, c'est très cher. J'ai préféré passer par la scène », explique-t-il.

Pour assister au cours de création humoristique offert par l'école, les étudiant(e)s canadien(ne)s admis(es) doivent déboursier 16 500 \$. Ce montant passe à 20 000 \$ pour les étudiant(e)s venant de l'étranger.

Selon Garihanna Jean-Louis, nombreux sont les parents issus de l'immigration qui encouragent leurs enfants à choisir des professions « sécurisantes », capables de leur offrir une stabilité « qu'eux-mêmes n'ont pas eu la chance d'avoir ».

Étudiant en communication à l'UQAM, Charles Moisan observe avec passion le milieu de l'humour.

Ayant grandi à Montréal avant de déménager à Repentigny, M. Moisan remarque que les visages de la scène humoristique reflètent des origines nettement différentes en fonction du lieu de prestation. Selon l'étudiant, sa municipalité, habituée surtout à des références culturelles locales, n'est pas un milieu propice aux humoristes issu(e)s de l'immigration. Il aime les numéros comiques de la diversité pour les expériences et les valeurs qu'ils et elles transmettent. « Ce serait plate si tout le monde était pareil », dit-il.

Steve Biko raconte que son humour s'appuie avant tout sur la satire de la société québécoise et le dialogue avec son public.

À l'occasion, il aime jouer avec les préjugés liés à son pays d'origine. Il explique que c'est en prenant le contrôle du stéréotype qu'il réussit à le déconstruire. M. Biko dit exercer un travail de « funambule » entre humour et réflexion.

Fier de présenter des spectacles « à des endroits où [il est] probablement le premier Camerounais à avoir mis les pieds », Steve Biko croit bâtir des ponts avec son public.

Pour permettre au public québécois d'accéder à son imaginaire, il pratique un « travail de traduction de références », soit du *code switching*, ou alternance de codes en français. Dans le milieu de l'humour, cette pratique désigne le fait de passer d'une langue, d'un dialecte ou d'un registre de langue à un autre, selon le contexte.

Avant d'estimer « parler la langue de la région », Steve Biko a passé « quelques années » à observer les références d'ici et à les intégrer dans ses numéros sur scène.

« Il y a deux parties dans la journée des Québécois : avant et après le café. Avant le café, c'est Gollum. Et après, c'est Bonhomme Carnaval », lance-t-il dans son numéro inspiré de son passage comme employé au Tim Hortons.

« Je ne peux pas me contenter de simplement faire rire ma communauté [les Camerounais(e)s] », confie-t-il, expliquant qu'il ressent en spectacle une « responsabilité » de représenter son pays d'origine.

Appréciant « l'autodérision » du public québécois, Steve Biko affirme : « qui rit ensemble continue ensemble ». 🎭





CULTURE

# Chronique

## La « latinattraction »



ERIKA LAURENDEAU ECHAVARRIA

**L**a femme latina, figure hypersexualisée, souvent jouée par une actrice avec un corps courbé, envahit le cinéma. Cette mauvaise représentation est la preuve que cette industrie ne cessera jamais de nous discriminer.

Étant à moitié dominicaine, j'ai toujours eu de la difficulté à comprendre pourquoi je ne voyais pas de femmes comme celles qui m'ont éduquée au grand écran. Pourquoi choisit-on de laisser les stéréotypes parler en créant le personnage d'une femme hispanophone?

Désolée de vous surprendre, mais non, ma mère, mes tantes et ma grand-mère ne sont pas constamment en talons hauts et ne sont pas l'incarnation de l'amour et du sexe. Elles sont bien plus que ça, mais on ne semble pas le montrer à la télévision.

Gloria, dans la série *Modern Family*, interprétée par l'actrice colombienne Sofia Vergara, est l'exemple parfait pour comprendre cette représentation. Cette *trophy wife*, ou femme-trophée en français, avec une grosse poitrine et de belles hanches, prend plaisir à se maquiller, porter des chandails décolletés et crier lorsque non nécessaire.

Vous remarquerez qu'il est très rare qu'on perçoive dans le cinéma une latina qui ne coche pas l'une des caractéristiques physiques et psychologiques de Gloria. La plus récurrente demeure les formes, notamment la grosseur des fesses et des seins.

On force ces personnages à entrer dans un cadre précis sans même leur laisser la chance d'en sortir. La protagoniste latina peut se retrouver dans n'importe quel emploi, histoire ou contexte. Une chose est certaine, elle restera toujours *sexy*.

En effectuant ce type de représentations, Hollywood s'attaque à notre culture et notre identité. L'industrie souhaite tellement nous sexualiser qu'elle en vient même à érotiser notre langue.

« Mami » – le mot que j'utilise pour appeler ma mère, cette femme forte et résiliente – est répété dans des contextes sexuels. Non seulement cela rabaisse la valeur du mot, mais cela alimente aussi la préconception que la culture hispanophone est basée sur le sexe.

Le coupable? Le *male gaze* présent dans l'industrie, soit la perception du sexe féminin à travers un œil hétérosexuel masculin. Les femmes sont

dépeintes comme des objets passifs du désir, tandis que les hommes incarnent le désir et le sujet actif. Le personnage féminin initie très rarement une relation amoureuse, c'est son pendant masculin qui se retrouve dans cette position de conquête.

La majorité des protagonistes féminins à l'écran sont victimes de cette dynamique. Toutefois, lorsqu'on parle de femmes issues de minorités, dont les latinas, une dimension raciale vient s'y ajouter.

Les personnes hispanophones sont souvent qualifiées d'« exotiques » en raison de leurs pays d'origine. La femme provenant de ces régions « lointaines » appartenant au « tiers monde » semble être « prête à se faire conquérir », selon l'imaginaire occidental hétérosexuel.

« Plusieurs femmes se sentent obligées de rentrer dans ce cadre »

Erika Laurendeau Echavarría

Cette fausse analogie renforce l'idée que la latina ne semble exister que pour répondre aux besoins de l'homme et qu'elle se soumet silencieusement à son autorité. Cette conception des latinas dans le cinéma dépasse les limites de l'écran et se reflète dans notre société.

L'idée de cette femme hypersexualisée présentée à la télévision est fétichisée. C'est probablement pour cette raison que la catégorie « latina » fait fureur sur les sites de pornographie.

Au sein de la communauté latina elle-même, on peut également observer les conséquences de cette représentation. Plusieurs femmes se sentent obligées de rentrer dans ce cadre imposé par Hollywood.

En observant constamment ce genre d'exemples télévisés et de dynamiques, je constate que les jeunes latinas semblent croire que leur corps est leur seul attrait. C'est ce que l'industrie cinématographique nous plante comme pensée.

Nous sommes plus qu'un corps, plus qu'un simple désir, plus qu'un stéréotype. La culture, la langue et les valeurs sont riches et je ne pourrais pas être plus fière d'être latina. ♦

## Twitch, la nouvelle télévision



SAMUEL LACASSE

**L**a plateforme de diffusion en direct Twitch est devenue bien plus qu'un lieu de sport électronique et de jeux vidéo. Diffuseurs et diffuseuses, aussi appelé(e)s *streamers*, y gagnent leur vie en monnayant les multiples facettes de leur quotidien et l'accès à leur intimité.

« Une fois que j'ai surfé sur les catégories de la plateforme, j'ai vu que tout était possible », confie Lionnelly, de son vrai nom Lory\*, une *streamer* de variété. Lancée en 2011, Twitch devient un espace de création polymorphe, à son avis. « Ça peut être des discussions, de la cuisine, des voyages, des défis », dit-elle. Le contenu dit diversifié aurait même détrôné le jeu vidéo sur Twitch, avance quant à elle Clara Lhotellier, étudiante à la *Maîtrise communication, concentration jeux vidéo et ludification* à l'UQAM. « C'est quasiment ce qui occupe le plus de place sur Twitch. »

### Télé de proximité

L'avènement du *in real life* (IRL) et du *Just Chatting*, soit des formats ancrés dans le moment présent, a ouvert la voie à une explosion de contenus non liés aux jeux vidéo sur Twitch, selon les expertes rencontrées par le *Montréal Campus*. Nulukie McMahon, *streamer* qui fait du *Just Chatting* et du IRL, soutient que ses abonné(e)s aiment la spontanéité. « Pendant un *stream*, j'ai appelé ma mère, qui n'a pas la langue dans sa poche. [C'était] un moment super drôle », raconte-t-elle.

Lionnelly a constaté que la plateforme se démarque des autres par son espace interactif. « On ne va pas s'asseoir devant et gober l'information », fait-elle savoir. L'animatrice d'événements en ligne rallie une centaine d'abonné(e)s de tous âges en moyenne par soirée.

L'ascension du *streaming* révèle un désir de virtuel « plus réel », explique Laurence Daoust-Gref, également étudiante à la *Maîtrise communication, concentration jeux vidéo et ludification* à l'UQAM. « Twitch l'emporte [par rapport

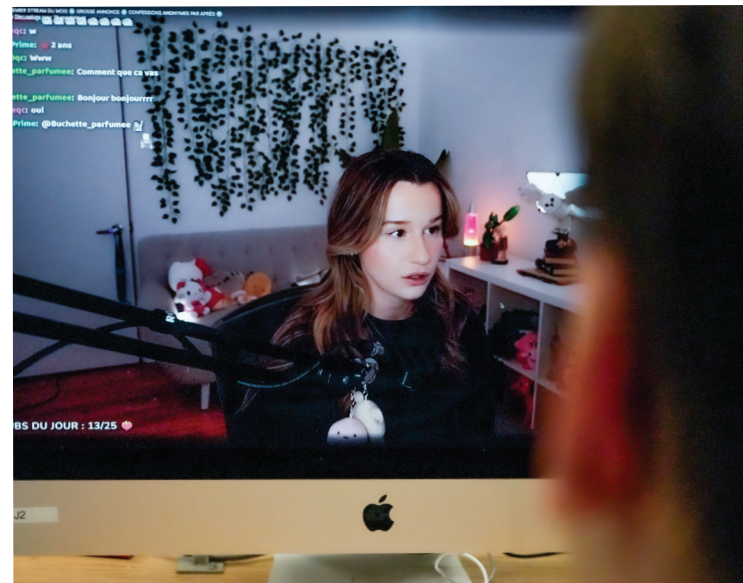


PHOTO : KILIAN BEAUCHESNE, MONTRÉAL CAMPUS

La *streamer* Nulukie interagit avec sa communauté lors d'un direct.

aux autres plateformes] au niveau de l'interactivité dans le *chat* [clavardage] », partage-t-elle. Divers outils contribuent à « dynamiser » les échanges, selon l'étudiante, comme les dons de *bits* et de *cheers*, les monnaies virtuelles de l'application. « Ça permet de créer une vraie relation entre le créateur et son public », assure M<sup>me</sup> Daoust-Gref. La candidate à la maîtrise soutient que Twitch est un leader mondial du *streaming* grâce à sa dimension communautaire et ses événements de grande envergure. « Il y a un TwitchCon chaque année où tous les créateurs se réunissent et rencontrent leurs abonnés », révèle M<sup>me</sup> Daoust-Gref. Des *streamers* participent à des *subathons* de diffusion, soit la fusion de *subscribe* (s'abonner en anglais) et de marathon. Pendant plusieurs jours, le compteur de la diffusion « n'arrête jamais tant que les gens s'abonnent et font des dons », spécifie Lionnelly.

### Vivre du direct

Depuis juillet, Twitch a révisé ses seuils de monétisation, rendant plus accessible le statut de créateur et créatrice rémunéré(e). En fonction des paliers d'objectifs de visionnement et d'abonnement atteints, les diffuseurs et diffuseuses reçoivent environ 50 % à 70 % des revenus qu'ils et elles génèrent sur la plateforme en plus des dons de leurs abonné(e)s.

« Quand tu passes énormément de temps dessus, tu es content que ton contenu vienne chercher du monde », soutient M<sup>me</sup> Lhotellier. Toutes

les intervenantes interrogées par le *Montréal Campus* s'entendent pour dire que cette plateforme s'est transformée en un véritable écosystème économique dont le modèle repose sur la publicité, l'exploitation des données et les dons. « Être rentable, ce n'est pas facile à atteindre quand tu commences et que tu n'as pas de communauté », souligne Nulukie. Diversifier son canal de diffusion permet à la *streamer* de 22 ans d'en faire son gagne-pain. « C'est super important de ne pas rester juste sur Twitch, au début. » De courts extraits déposés sur TikTok lui ont, entre autres, permis d'accumuler des abonné(e)s.

### Le physique sous la loupe

« Elles sont très présentes, si ce n'est quasiment plus de la moitié des [*streamers*] sur la plateforme », croit M<sup>me</sup> Lhotellier dont le mémoire de maîtrise porte sur la condition des femmes sur Twitch. Nulukie a remarqué que vivre devant la caméra vient avec un lot de commentaires sexistes. « Beaucoup de gens mettent plus en valeur notre apparence physique que notre contenu. »

« Je ne veux tellement pas être sexualisée que je m'habille toujours avec des cols ronds », témoigne pour sa part Lionnelly. Les critiques se font plus rares, mais leur présence nuit à un épanouissement complet des créateurs et créatrices, dit-elle. « Twitch, c'est ma passion, mais c'est aussi un monde de trolls qui te rappellent que tu es laide. »

\*Le nom de famille de Lory est tu à sa demande par mesure de sécurité.





# Makenoize, œuvrer au nom de l'amour



ALLYSON CARON-PELLETIER

« Si tu veux durer dans le milieu, il faut respecter et se faire respecter. C'est un écosystème fragile, témoigne Makenoize. La rue, ça reste la rue. » Celui qui s'inspire du « *street art* pur et dur des années 1990 » installe partout dans Montréal de gros émoticônes jaunes dont le sourire est formé des mots « courage » et « bonheur ».

« L'art, je suis tombé dedans quand je suis né. Je ne suis pas Batman non plus, mes parents savent ce que je fais », lance l'artiste anonyme, joint par le *Montréal Campus* au téléphone pour préserver son identité.

Son premier *happy face* est apparu dans les rues montréalaises en 2011. Aujourd'hui, ce sont désormais des milliers de sourires qui sont installés non seulement aux quatre coins de la métropole, mais également autour de la planète. Grâce à son site Web, l'artisan a déjà envoyé par la poste des autocollants sur presque tous les continents.

« C'est une aventure qui me procure encore le même *thrill* [poussée d'adrénaline], ça fait partie de mon ADN. Quand j'étais petit-cul, ma vie, c'était d'aller à vélo sur les *tracks* de chemins de fer », raconte le créateur maintenant dans la mi-quarantaine.

Éric Létourneau, professeur à l'École des médias de l'UQAM, note que la pratique artistique « urbaine » peut être très différente selon le contexte politique, social et historique dans lequel elle s'inscrit. Le choix du « milieu associé à l'œuvre » est un aspect fondamental du processus créatif, dit-il.

Une création placée sur un lieu symbolique rattaché à une cause politique, par exemple, n'aura pas la même signification ni la même durée de vie qu'une autre installée anonymement sur un immeuble.

« C'est à la fois un art *in situ*, donc qui touche l'environnement, mais aussi un art *in socius*, donc qui touche la dynamique sociale », développe le professeur.

Pour Julien Sicre, éducateur artistique chez MU Montréal, et M. Létourneau, la force de

Makenoize réside dans le placement original et réfléchi de ses œuvres, ce qui lui vaut le respect de ses pairs.

« La première fois que j'ai vu son travail, c'était sur un immeuble industriel et désaffecté, raconte Éric Létourneau. Le placement sympathique apportait une poésie au lieu qui le détournait de sa fonction utilitaire. »

Les artistes qui interviennent dans l'espace urbain s'intéressent à la notion de partage informel du territoire, explique l'expert. Leur souhait? Sortir l'art des institutions et revendiquer leur existence dans le monde, selon lui.

C'est pourquoi les créateurs et créatrices souhaitent s'associer à un style reconnaissable au premier coup d'œil : une signature.

## Aléas du métier

Craquage au soleil, déchirure, vol, retrait : les œuvres de la rue sont soumises à de multiples interventions humaines et environnementales. Des circonstances qui, pour M. Sicre, font « partie de la vie » de ce type de production. « J'ai des *happy faces* qui ont près de six ans. Pour une pancarte en coroplast, c'est long », explique l'artiste Makenoize.

« Les gens connaissent [mes] *happy faces*, avance Makenoize, qui fait le choix conscient de transgresser ou non des règles formelles et informelles de l'espace public. Ça fait des années que je dépose des sculptures dans la ville, comme des cœurs en béton que je cloue

après des souches d'arbres. » Sa stratégie? Miser sur la qualité de ses confections pour que « ça semble avoir été légalement déposé ». En plus de risquer les arrestations, les artistes qui œuvrent par la « géotransgression », ainsi nommée par M. Létourneau, mettent également souvent leur vie en danger.

« Tu vas dans des endroits barricadés installer des affaires avec des techniques que tu as inventées. *Anything can go wrong* [Tout peut déraiper] », raconte-t-il au *Montréal Campus*.

La rue crée un moment de confrontation entre le travail des artistes et le grand public, explique M. Létourneau.

Contrairement à un musée, l'espace public forge des « rapprochements entre des citoyens qui n'ont pas les mêmes postures en termes d'opinion politique et de vécu », d'après l'expert.

Que ce soit à travers les œuvres humoristiques du célèbre créateur Banksy ou les notes d'espoir de Makenoize, l'art dans la rue fascine toujours le public, avance M. Sicre.

« Ça ouvre des discussions et on grandit tous ensemble », constate Makenoize.

Le créateur qui aime jouer avec les codes du design graphique propose également des messages plus « activistes » tels que « *Makenoize not bomb* » et « Souriez, vous êtes vivants ». « Ma mission, c'est de mettre du beau, du *love* dans ce bordel-là », lance Makenoize. 🍷

Avec la collaboration de Camélia Boussaid



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

**Makenoize considère que sa pratique de l'art est « socialement acceptée », parce que ses messages font « du bien collectivement » au public.**

## Chronique

### Déconstruire la notion de l'homme hétérosexuel gai



MAÏTÉ PARADIS

« Attention, il y a deux types de gars qui mettent du vernis », me suis-je déjà entendue dire à une amie.

D'abord, il y en a un pour qui l'acte est davantage une mise en scène. Celui qui te cite du Nelly Arcan, mais qui ne sait pas qui est Gisèle Pelicot avant que tu en parles. Celui qui porte de jolies boucles d'oreilles et qui se met parfois même du maquillage, mais jamais il ne pourrait t'expliquer en quoi consiste l'intersectionnalité. En fait, la seule chose qui est réellement déconstruite chez lui, c'est qu'il ne te paye certainement pas le souper.

C'est vrai, je viens d'une petite ville où les hommes hétérosexuels qui portent du vernis ne courent pas les rues. Lorsque j'ai été exposée à cette réalité, j'ai présumé qu'elle était synonyme d'ouverture d'esprit, de compréhension des dynamiques d'oppression et d'émancipation des barrières de genre. Autant dire que je me suis emballée.

Bien avant que les concours d'hommes performatifs prennent d'assaut nos villes et que le Web soit introduit au concept « d'homme déconstruit », j'ai réalisé qu'il existait une différence entre ceux qui adoptent une esthétique queer parce qu'ils le veulent et ceux qui le font parce que c'est *cool*. Mais est-ce que c'est vraiment rendu *cool*, être queer?

La masculinité hégémonique est l'archétype de la masculinité dominante qui se traduit par des caractéristiques comme la force, l'autonomie et l'agressivité.

Théorisé par la sociologue Raewyn Connell en 1995 dans son ouvrage *Masculinities*, cet idéal culturel vient légitimer les hiérarchies de genre et la domination des hommes sur les femmes. En d'autres mots, c'est le bon vieux patriarcat.

À l'époque des Timothée Chalamet et des Velours Velours, je n'ai pas besoin de vous expliquer que le concept de masculinité hégémonique est un peu désuet. Surtout à l'UQAM.

Mais bon, il peut quand même nous aider à comprendre que, dans une société qui se veut égalitaire et inclusive, se détacher des attributs de cette masculinité dite traditionnelle peut être avantageux pour certains.

Ça peut expliquer pourquoi c'est devenu commun pour des hommes hétérosexuels d'arborer un style efféminé et du crayon à paupière. Aujourd'hui – du moins dans les sphères sociales que je côtoie – il est chose acquise que l'expression de genre ne correspond pas à l'orientation sexuelle. Comprenez-moi bien : tant mieux! La vie est beaucoup plus amusante comme ça.

Je suis contente qu'on puisse dévier des normes en toute banalité. Je sais que ce n'est pas le cas partout. Absolument, le vernis à ongles n'appartient à aucun genre.

Je constate toutefois que, pour certains hommes, il s'agit d'une manière de prouver leur virilité – justement – parce que celle-ci n'est pas menacée par l'adoption de codes queers. Pour certains, arborer une esthétique LGBTQ+ signifie afficher son ouverture d'esprit.

Preuve que ces messieurs n'échappent pas aux jugements de la société : il n'y a qu'à rechercher « *Is Timothee Chalamet gay?* » sur Internet pour voir le nombre d'articles à ce sujet. Dès qu'un homme hétérosexuel s'affiche avec des éléments empruntés aux cultures queers, il y a des spéculations sur son orientation sexuelle. Bad Bunny porte des ongles en acrylique : est-ce qu'il est bisexuel?

Ils ne s'émancipent donc pas du regard des autres, mais du moins, ils affirment s'émanciper des rapports de genre. Ce qui peut être trompeur, parce que ce n'est pas toujours vrai.

La question se pose : est-ce que c'est vraiment devenu *cool* d'être queer ou est-ce juste *cool* d'en reprendre l'esthétique parce que celle-ci donne l'impression d'être ouvert d'esprit? Les personnes LGBTQ+ que je connais sont souvent empreintes d'une empathie et d'un esprit communautaire hors pair, qui les pousse à approcher leurs relations avec altruisme et douceur. Elles sont animées par des valeurs profondes de justice sociale et de solidarité.

Donc, à une époque où on tente désespérément de se construire et se déconstruire à coups de tendances et de modes éphémères, tentez de vous rappeler que l'inspiration ne devrait pas se limiter à l'apparence.

Au-delà des paillettes, de la mode et de tout le reste, essayez de vous inspirer de cette bonté et de cette inclusivité qui caractérisent réellement les personnes queers. ❖



PHI

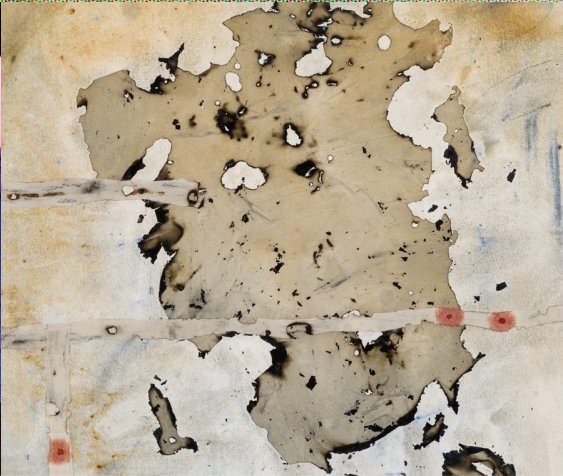
AUTOMNE/  
HIVER  
2025-2026

L'art sous toutes  
ses formes.

Trois expositions qui nous  
invitent à ralentir, ressentir  
et reconnecter.



JOSEFA NTJAM  
*swell of spæc(i)es*  
10 SEPT. 2025 —  
11 JANV. 2026  
407, rue St-Pierre



MANUEL MATHIEU  
*Unité dans la noirceur*  
23 OCT. 2025 —  
08 MARS 2026  
451, rue St-Jean



KEIKEN  
*Surconscience sensorielle*  
23 OCT. 2025 —  
08 MARS 2026  
465, rue St-Jean

PHI.CA

Place-d'Armes /  
Square-Victoria-OACI

Conseil des arts  
du Canada  
Canada Council  
for the Arts

CALQ  
Conseil  
des arts  
et des lettres  
du Québec

Hydro  
Québec

LA  
PRESSE



BALADOS



REPORTAGES



MUSIQUE



PALMARÈS



S'IMPLIQUER



FORMATIONS





# Chroniques

## Notre non, votre haine

J'ai peur de radicaliser les hommes en disant « non »



ROMY CLERMONT

J'ai subi du harcèlement. Pendant sept mois, un camarade de classe me faisait des avances incessantes. Malgré mon inconfort, je n'ai jamais réussi à lui dire non. J'avais peur de le radicaliser, de lui donner une raison de devenir misogyne.

J'avais 18 ans quand j'ai rencontré Marc\* dans le cadre d'un projet d'équipe. Très vite, j'ai réalisé que nous avions des atomes crochus. Il était un bon interlocuteur et il riait à mes blagues. J'étais heureuse de m'être liée d'amitié avec lui. Mais mon bonheur s'est vite transformé en cauchemar.

Rapidement, Marc m'a fait comprendre qu'il voulait plus qu'une amitié. Il a commencé à m'envoyer des centaines de textos par jour, à me suivre à l'école et à essayer de créer des rapprochements physiques entre nous. J'étais mal à l'aise. Tout le monde le remarquait, sauf lui.

Cependant, je ne lui ai jamais explicitement dit d'arrêter. J'avais peur qu'en lui disant non, j'allais lui donner une raison de mépriser les femmes, de nous haïr. Sur les réseaux sociaux, il est facile de trouver des témoignages d'hommes qui prétendent être devenus misogynes après avoir reçu plusieurs rejets consécutifs.

Dans certains cas, cette haine se traduit par une violence genrée et, parfois, mortelle. Je pense

notamment à Elliot Rodger, un jeune Américain qui a tué six personnes en Californie en 2014. « Vous, les filles, n'avez jamais été attirées par moi. Je ne sais pas pourquoi vous n'avez jamais été attirées par moi, mais je vais toutes vous punir pour cela », avait-il déclaré dans une vidéo publiée sur YouTube avant sa tuerie.

Ma peur, je peux la justifier facilement. Ce que je suis incapable de justifier, c'est pourquoi je porterais le fardeau de la faute. La professeure au département de communication sociale et publique à l'UQAM Chantal Aourousseau m'a expliqué que la société attend que les femmes s'affirment, sans nuire aux autres.

En tant que femmes, nous avons de la difficulté à dire non aux hommes insistants. Notre refus est un désagrément qui peut facilement se transformer en quelque chose de sombre. Alors, nous manifestons notre manque d'intérêt le plus discrètement possible en espérant que le message soit reçu. C'est ridicule, mais la majorité d'entre nous ne sait pas faire autrement.

« C'est comme si toute la responsabilité de l'empathie et du souci de l'autre était portée par une partie de l'humanité », avance M<sup>me</sup> Aourousseau. Cette réalité, je l'ai souvent ressentie, mais surtout avec Marc.

J'avais peur de lui causer du chagrin, même si c'est lui qui me dérangeait. Je m'inquiétais surtout que ce chagrin se transforme en colère qui mettrait en danger les

femmes autour de lui. Je suis fatiguée d'avoir cette responsabilité et je sais que je ne suis pas la seule. Je la partage avec plusieurs femmes et personnes non-binaires.

Collectivement, nous devons arrêter d'accepter que certains hommes soient ouvertement misogynes. Nous devons arrêter de justifier leurs discours haineux en disant : « le pauvre, les femmes n'ont pas été gentilles avec lui ».

Dire non, ce n'est pas méchant, c'est imposer une limite. Ce n'est surtout pas une invitation à la haine.

Il est grand temps de nous soulager de ce poids en le redonnant aux hommes. Nous devons déjà affronter le sexisme au quotidien. Craindre de devenir des créatrices de misogynes, c'est de trop.

C'est aux hommes de tempérer leurs réactions, de réaliser qu'un rejet n'est pas si grave et de passer à autre chose. Il faut repenser à la manière dont nous éduquons nos garçons.

Cet été, j'ai appris que, dans les deux dernières années, Marc a harcelé cinq autres femmes. Je me suis sentie responsable. Je me suis dit que si je lui avais dit d'arrêter, elles n'auraient pas traversé ce que j'ai aussi vécu.

Nous vivons dans un monde où les femmes n'osent pas dire non et où les hommes n'osent pas l'accepter. Il faut que ça change.

Le mot « non » ne justifiera jamais votre haine. ❖

*\*Le prénom a été changé afin de protéger l'identité de la personne concernée.*



LAURIANNE NÚÑEZ-PELLETIER

Il y a des phrases qui résonnent plus loin que l'actualité. Lorsque l'autrice Kim Thúy a confié à Radio-Canada avoir vécu « une peine d'amour » avec le Québec, ce n'était ni une provocation ni un caprice médiatique. C'était le constat douloureux d'une femme qui a grandi ici, portée par l'élan de solidarité qui l'a accueillie.

« Le vent a tourné et, soudainement, on pointe tous ceux qui ne sont pas du bon groupe comme étant la source de tous les problèmes de notre société », souligne Kim Thúy dans l'entrevue accordée à Radio-Canada à l'occasion de la première représentation de sa pièce de théâtre nommée *Âm* en octobre dernier.

Cette vision, ce n'est pas le Québec qu'elle connaît, ce n'est pas le Québec qui l'a aimée, et c'est précisément ce qui perce le cœur d'un nombre grandissant de Québécois(es). Cette peine que ressent M<sup>me</sup> Thúy l'a même amenée à penser que son avenir ne se dessinait peut-être plus au Québec.

Les éclats d'aversion ont été nombreux dans les médias. On y pointait du doigt une attitude que l'on jugeait ingrate, réduisant encore la présence de M<sup>me</sup> Thúy à une invitée en sol québécois malgré ses 46 ans passés dans la province.

Mais dans sa prise de parole courageuse, c'est l'incompréhension qui domine, pas la colère. Cette « peine d'amour » résonne bien au-delà de son témoignage. Elle traverse toutes celles et tous ceux qui, même en étant né(e)s ici, même en ayant grandi dans les écoles publiques, même en portant la culture québécoise comme une seconde peau, sentent encore que leur appartenance demeure conditionnelle. Comme si l'histoire d'un pays pouvait s'écrire en noir et blanc. Comme si une identité collective pouvait se résumer à une généalogie.

L'ironie, c'est qu'on demande souvent aux « Autres » d'aimer le Québec d'une manière bien précise en adoptant ses codes et en s'immergeant dans ses références. Ce serait là les synonymes d'une « intégration réussie ».

Même lorsque l'on suit ce chemin tracé à la lettre, que l'on connaît les silences, l'humour et les intonations de la langue française, on peut malgré tout sentir, parfois brutalement, parfois subtilement, que certains regards hésiteront toujours à considérer ces personnes comme

pleinement Québécois(e)s. Pendant longtemps, l'écrivaine a senti qu'elle ne faisait qu'un avec sa terre d'accueil. « J'ai même oublié que sur mon visage, ça paraît. J'ai oublié qu'on pouvait dire que j'étais asiatique », affirme Kim Thúy.

Pour elle, le climat politique rend maintenant ce ressenti impossible. « On entend les politiciens, on entend le discours politique et ça nous rentre dans le corps sans s'en rendre compte. Ça change la couleur, la façon qu'on voit notre pays, la façon qu'on se voit nous-même », décrit-elle en entrevue à Radio-Canada.

## « J'ai oublié qu'on pouvait dire que j'étais asiatique »

Kim Thúy,  
autrice québécoise

Il ne s'agit pas ici d'attiser une querelle identitaire, mais de rappeler que l'identité québécoise n'a jamais été une forteresse impénétrable.

Elle est plutôt un récit qui s'écrit, qui se transforme et qui se réinvente. Un récit qui s'enrichit des voix qui s'y ajoutent, des vies qui s'y enracinent, des accents nouveaux qui ne menacent pas son essence, mais qui la font résonner encore plus fort.

C'est ce récit qui – plus que n'importe quel critère bureaucratique – est aujourd'hui fragilisé par un discours politique qui transforme continuellement l'immigration en problème quantifiable.

Qui laisse croire que l'appartenance se mesure à l'œil nu. Qui banalise les soupçons, les commentaires déplacés et les lassables rappels à l'altérité.

Le Québec, en suivant cette logique, perd au change.

Il perd sa capacité d'être ce lieu où on peut se reconnaître dans les autres. Il perd de sa cohésion, de son souffle.

Mais il perd surtout des Québécois(e)s qui l'aiment profondément, parfois jusqu'à en oublier la couleur du ciel où ils et elles sont né(e)s, mais à qui on refuse encore un « nous » sans astérisque.

Ce que montre la « peine d'amour » de Kim Thúy, c'est cette crainte que le Québec s'éloigne de plus en plus de lui-même. Que le Québec perde en chemin ceux et celles qui le façonnent tous les jours. ❖

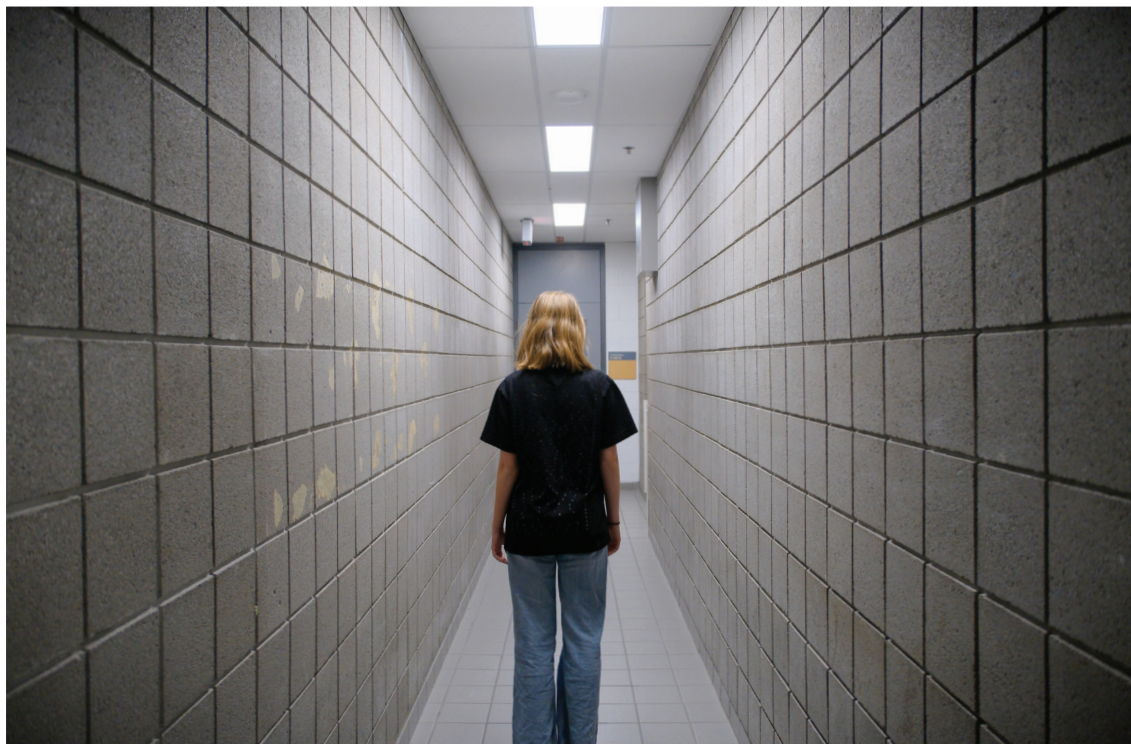


PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTRÉAL CAMPUS

Notre chroniqueuse Romy Clermont raconte une expérience de harcèlement qu'elle a vécue au secondaire.



## BALADOS

# À la rencontre des fédéralistes de l'UQAM

JULIETTE BENOÎT ET  
THOMAS MERCIER

Lors d'un référendum tenu par le Comité souverainiste de l'UQAM en octobre dernier, 81 % des personnes sondées se sont prononcées en faveur de la souveraineté du Québec. Mais qu'en est-il du camp du Non? Le *Montréal Campus* est allé à la recherche de la communauté étudiante de l'UQAM qui porte à cœur le fédéralisme. Portrait d'une communauté qui ne sent pas le besoin de se mobiliser malgré le fort activisme des jeunes militant(e)s souverainistes.

Un balado de Juliette Benoît et de Thomas Mercier à écouter en numérisant le code QR à droite.

«Ceux qui sont  
souverainistes  
aiment le dire»

Édouard Duvivier,  
étudiant à l'UQAM



PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTREAL CAMPUS

À l'UQAM, il n'existe aucun comité étudiant qui milite pour le camp du Non en prévision d'un troisième référendum.

## Les réseaux sociaux, nécessaires à notre vie?

FLAVIE GAUTHIER ET  
PIERRE-ALEXANDRE LAROCHE

Ils sont devenus une part intégrante de nos vies... Les réseaux sociaux ont transformé nos relations interpersonnelles depuis près d'un quart de siècle, que ce soit pour communiquer, créer une culture numérique ou encore se rassembler.

Or, les réseaux sociaux sont-ils si vitaux pour la génération Z? Serait-ce nécessaire de s'inspirer d'ailleurs, comme de l'Australie, et d'accentuer la réglementation qui les entoure? La chercheuse Nina Duque n'en est pas convaincue, dit-elle en entrevue avec le *Montréal Campus*.

Un balado réalisé par la chefferie du pupitre Radio à écouter en numérisant le code QR à droite.



«Il est trop  
tard pour  
s'en passer»

Nina Duque,  
experte en espaces  
numériques

PHOTO : ALLYSON CARON-PELLETIER, MONTREAL CAMPUS

Les réseaux sociaux font désormais partie intégrante de la société, selon la chargée de cours Nina Duque.



## REPORTAGES

# Une heure avec Hakim, chauffeur de taxi



PHOTO : SACHA CASTILLO, MONTREAL CAMPUS

Hakim affirme que ses conversations avec des clients, parfois « très intéressantes », cultivent son amour pour l'être humain.



SACHA CASTILLO  
ET LOUIS BRETON

« Les chauffeurs de taxi, on est considérés comme des ratés de la société », croit Hakim, un bref sourire aux lèvres. Il s'est ouvert sur son quotidien et sur son arrivée au Québec alors que Montréal défilait derrière les vitres de son taxi.

Hakim affirme que son métier représente une « porte d'entrée » pour les immigrant(e)s qui se cherchent un emploi. « Quand tu viens ici et que ton argent diminue, tu es obligé de partir directement sur le marché du travail », estime-t-il. Nostalgique de son Algérie natale, il se dévoile dans un témoignage intime.

Un reportage à visionner en numérisant le code QR à droite.

« On est considérés comme des ratés de la société »

Hakim, chauffeur de taxi à Montréal



Suivez-nous sur nos plateformes

@instamontrealcampus



@montrealcampus



Radio Campus

# L'arcade survit-elle à l'ère numérique?



LILOU ANN SANTOS  
ET TOMY TANGUAY

Pac-Man, Donkey Kong, Mortal Kombat... ce sont tous des jeux qui trouvent leur origine dans les salles d'arcades. Au fil du temps, ces jeux ont été adaptés aux nouvelles formes de technologies. Pourtant, les salles d'arcade sont toujours bien présentes à Montréal. Pour découvrir comment se porte ce marché en 2025, Lilou Ann Santos et Tomy Tanguay se sont rendu(e)s à Arcade MTL et au Centre PLAY-BOX, deux lieux offrant des expériences de jeux d'arcade sous des formules bien différentes. Une vidéo verticale à visionner en numérisant le code QR à droite.



« C'est une industrie qui a quasiment disparu avec l'arrivée d'Internet »

François Savard,  
chercheur en études du jeu



ILLUSTRATION : LILOU ANN SANTOS, MONTREAL CAMPUS

Il y a trois générations d'arcades : celles qui sont nostalgiques et qui rappellent les années 1980, les arcades récentes qu'on retrouve dans certaines salles de cinéma, et les jeux de réalité virtuelle.



Briser  
la glace

Splitting  
Ice

Manif  
d'art 12

28 février  
au 19 avril

La biennale  
en art actuel  
de Québec

Commissaire  
Didier Morelli

**MANIF  
D'ART**  
LA BIENNALE  
DE QUÉBEC

Québec  
Canada

Conseil des arts  
du Canada  
Canada Council  
for the Arts  
**QUÉBEC**  
l'accent  
d'Amérique

VILLE DE  
QUÉBEC

